

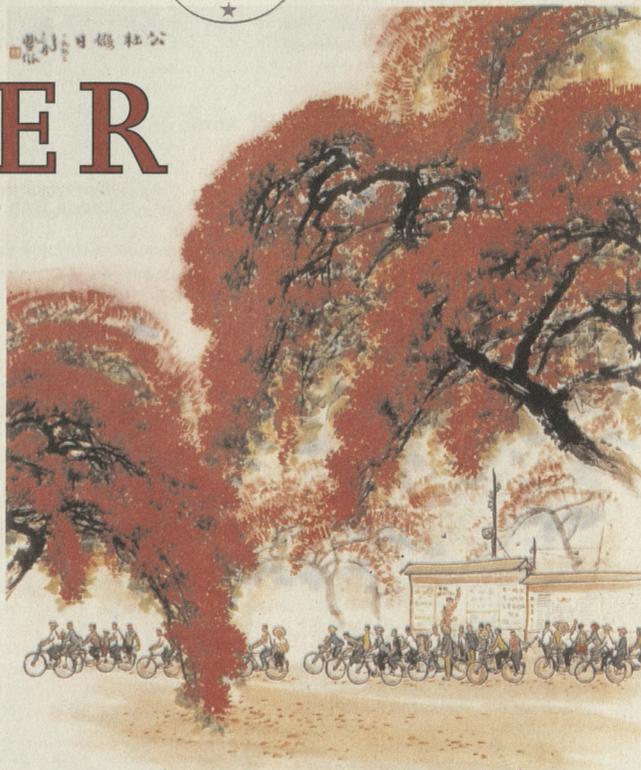
hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire



OSER LUTTER

Abolition du travail salarié
Résistance à l'oppression
Syndicalisation



OSER VAINCRE

FOP
2520



2€

ISSN 0026-9433

« Il est temps que disparaisse cette école de faux révolutionnaires qui, spéculant sur l'agitation plus que sur l'intelligence, sur les coups de main plus que sur les idées, se croient d'autant plus vigoureux et logiques. » Proudhon, La Révolution sociale, 1852

hebdo n° 1305

du 30 janvier au 5 février 2003

Sommaire



il faut rendre à César...

Tu es en droit de te demander, ami lecteur, pourquoi ton *Monde libertaire* porte aujourd'hui de si étranges couleurs. Eh quoi ! Un slogan gauchiste, l'intitulé même du chapitre VII du *Petit livre rouge* du Président Mao, sur la une du journal de la Fédération anarchiste ? Ce n'est pas sérieux ! En effet ce n'est pas sérieux. Nous avons une excuse : nous n'avons pas jeté la première pierre. Cette citation du Grand Timonier a été exhumée par nos camarades de la CNT à l'occasion de la fête du *Combat syndicaliste* - fête à laquelle nous t'encourageons vivement à participer, le programme est en page 24. Cela nous a fait un peu de peine de voir les héritiers spirituels de la révolution espagnole fouiller dans les poubelles du stalinisme extrême-oriental pour nourrir leur propagande. Nous penchant sur ladite boîte à ordures, nous avons découvert des trésors d'imagerie, exaltant ces valeurs libertaires et prolétariennes que sont le travail, la discipline, l'obéissance, le militarisme et la guerre, et par dessus tout le culte de l'État et de son chef. Ce sont ces trésors que nous vous offrons cette semaine, parce que nous trouvons dommage qu'on oublie, devant un slogan qui sonne bien, son contenu social et politique. Et que nous n'oublions pas, nous, ce que le marxisme-léninisme a coûté au mouvement ouvrier.

Directeur de publication : Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 I 80740
Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - EDRB
Diffusion NMPP

Le *Monde libertaire* est imprimé sur papier recyclé. Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

Metaleurop : la grande casse organisée, page 4

À Besançon, les étudiants contre la **fac** à plusieurs vitesses, page 5

Notre correspondant à Saint-Brieuc ; les anars contre la **guerre**, page 6

Le pouvoir **chinois** et ses opposants, par J.-J. Gandini, page 7

Les **retraites** ; une question politique de répartition des richesses, page 10

Le monde **ouvrier** dans tous ses états, par J.-P. Levaray, page 11

Les **femmes** dans les guerres et contre les guerres, page 14

Le champ d'actions des anarchistes dans le **syndicalisme**, page 15

Les **Roms** de Montreuil toujours en lutte préparent la fête de solidarité, page 17

Propos choisis de **Lucas Belvaux** recueillis par Heike Hurst, page 18

Le triptyque de **Lucas Belvaux** sous l'œil de Sylvie Di Constanzo, page 19

Les arnaqueurs du petit monde des **médias**, par Roger Dadoun, page 20

Agenda, page 22

Radio libertaire, page 23

La manifestation antisécuritaire tourne vinaigre à **Rennes**, page 23

Et n'oublions pas le départ de **Krasucki** du champs social, page 23

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (hors série inclus)	France * (+ DOM TOM)	Sous pli fermé * France	Étranger **
3 mois 13 n ^{os}	○ 20 €	○ 32 €	○ 27 €
6 mois 25 n ^{os}	○ 38 €	○ 61 €	○ 46 €
1 an 45 n ^{os}	○ 61 €	○ 99 €	○ 77 €
Abonnement de soutien	○ 76 €		

* pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)
** les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

(en lettres capitales)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Chèque bancaire

Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tel : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

2 abonnez-vous !

Le *Monde libertaire*, du 30 janvier au 5 février 2003



Alors qu'à Davos les maîtres les plus influents de l'économie mondiale (patrons, financiers, politiques, intellectuels, leaders d'opinions) se sont réunis pour déterminer de quelle manière ils vont pouvoir nous exploiter le plus efficacement possible, au sommet des altercapitalistes de Porto Alegre, ceux qui n'ont pas encore réussi à prendre le pouvoir, et ne sont donc pas invités à Davos, essaient de nous convaincre que si nous leur confions les rênes de nos destinées, ils nous rendraient le capitalisme plus supportable.

Tandis que les uns coordonnent leurs intérêts, la propagande qu'ils distillent dans les médias qu'ils contrôlent, avec les décisions que les politiques prendront dans les différents sommets des instances internationales qu'ils manipulent, les autres nous concoctent un cadre diffèrent, espérant que nous les suivront. Certains, comme le président du Brésil Lula (arrivé au pouvoir après avoir montré patte blanche au capitalistes) se font acclamer à Porto Alegre avant de se faire accueillir comme un pair par les maîtres de Davos. Cela préfigure ce qui arriverait si ceux qui jouent les beaux à Porto Alegre se retrouvaient au pouvoir.

Ne nous trompons pas, des transformations peuvent être apportées au système capitaliste et nous devons lutter pour obtenir toujours plus de confort dans notre vie quotidienne. Mais n'oublions pas que l'essence même du capitalisme, la propriété privée des moyens de production, est la cause de toutes les inégalités, de toutes les guerres. Le capitalisme amène inéluctablement l'exploitation, la misère, le chômage, les limitations de la liberté, il s'en nourrit.

« Le pouvoir est l'instrument et la citadelle de la tyrannie, les partis en sont la vie et la pensée », disait Pierre Joseph Proudhon en 1848. Plus de cent cinquante ans plus tard cela reste toujours vrai, et si nous voulons réellement construire un autre monde il nous faut tout d'abord abolir le pouvoir de ceux qui nous gouvernent et le capitalisme qui engendre le salariat. Afin d'amener la contestation à tous ces tenants du pouvoir et aux capitalistes qui cherchent à nous faire croire que la seule contestation possible est celle qui cherche à leur donner un masque humain, des anarchistes, des libertaires, des antiautoritaires veulent faire converger leurs luttes pour être mieux entendus. Au prochain sommet du G8 à Évian la convergence des luttes antiautoritaires et anticapitalistes se fera entendre en tant qu'alternative au capitalisme et au gouvernement mondial. À nous maintenant de construire cette convergence sur nos lieux de travail, dans nos quartiers, nos communes...

July et les patrons

Du petit livre rouge à la case de l'oncle Tom, la soupe est bonne



Tsinahpah

« LE TEMPS DES PATRONS VOYOUS », c'est ainsi que titrait *Libération* le mardi 21 de ce mois en soulignant que les patrons fermant les boîtes ne tiennent pas compte de leurs salariés et que l'État ne s'en émeut aucunement. Mazette!

Allons, encore six mois de gouvernement Rafarin et l'ancien maoïste de la GP va entrer dans la résistance, nous refaire une crise de gauchisme et refonder *La Cause du peuple*.

Non, car *Libération* relativise; il s'agit seulement de quelques mauvais garçons à la tête de Testut, Daewo, Palace-Parfum et Metaleurop. Certes, nous admettons bien que des patrons moralement « propres » existent et pas forcément à l'état de cadavre comme l'insinuent certains adolescents à la mode radicalo-gauchiste. L'histoire économique a quelque fois même accouché de patrons « sociaux ».

La démarche de July et son éditorialiste Thénard qui consiste à distinguer les mauvais patrons des bons est ridicule et racoleuse. Tout du moins, elle limite la critique et flatte l'émotion. Il serait plus honnête d'observer le capitalisme dans sa globalité. Ce système qui jette par dessus bord les travailleurs trop coûteux ou inutiles du navire « entreprise » quand ils ont cessé d'être des « collaborateurs positifs », des « acteurs à part entière » de la belle aventure imposée par les actionnaires.

Cette « aventure » qui lamine l'existence, brise des vies, saccage l'environnement. Bel et bien animée par des « patrons » pouvant être tour à tour méchants, démagogiques, tyranniques, paternalistes, du moment que ça tourne! Le tout enrobé culturellement par un « c'est ça ou le chaos! ».

Aussi, la notion de patrons voyous est complètement stupide. L'humanité est tout bonnement confrontée à un rapport de domination et une course au fric. Point barre! Et si ce système génère des voyous aux petits pieds ou à cols blancs (avec leurs

corollaires, les victimes) c'est qu'il fonctionne selon une logique de gangster!

Mais à lire le quotidien de la rue Béranger, c'était mieux avant car le gouvernement actuel serait plus complaisant avec le Medef que le précédent.

Gasp! déjà amnésiques!

C'est curieux cette tendance « caméléon » à vouloir accrocher à son époque pour vendre du papier. Maintenant que la droite « est revenue », il convient d'examiner d'un œil plus critique l'actualité sociale.

Pourtant, il n'y a pas si longtemps, quand nous étions « tous de gauche », ce même quotidien n'hésitait pas à soutenir le gouvernement Jospin en qualifiant de terroristes et de pollueurs sans scrupule les salariés de Cellatex pour n'évoquer que cet épisode.

Ho oui! C'était tellement mieux avant. Quand *Libération* vantait dès le début des années quatre vingt – sitôt passé son premier plan social – les valeurs du libéralisme et vouait aux gémonies la lutte de classes désormais « archaïque ».

Déjà à cette époque, les salariés de SKF étaient des bandits alors que Georges Besse devenait un martyr de la voie lumineuse du capitalisme réaliste.

Au fait camarade July! Dans ta petite entreprise, combien de plans sociaux à ton actif? Et les propriétaires actuels et futurs de Libé, tu les rangerais dans quelle catégorie de patrons? Réfléchi et on te lira au prochain écrémage. Pour ce qui te concerne, on ne pose plus la question.

En attendant, pour contrer les quotidiens « gratuits », *Libération* va gagner un nouveau look grâce au concours du grand designer Mario Garcia, rien que ça! Mais surtout il a vocation à devenir un journal non plus d'information mais de réflexion! Ha oui! On se disait bien qu'il s'agissait jusque-là de matraquage idéologique.

Bientôt, dans les colonnes de July, les mêmes conneries journalistiques mais avec de la vraie sueur de cervelle.

Metaleurop

un nouveau massacre organisé

DIFFICILE POUR QUI? Pour les cinq membres du conseil d'administration de Metaleurop SA? Pour le trader Glencore, multinationale suisse qui possède 33 % des actions de Metaleurop et du pouvoir de décider de l'avenir des 830 salariés du site? Sûrement pas, puisqu'ils nous annoncent un retour à la rentabilité de Metaleurop pour 2003 grâce à cette liquidation, et que la valeur de l'action a déjà repris 10 %.

Insolvabilité organisée

L'usine Metaleurop de Noyelles-Godault, historiquement spécialisée dans le traitement du plomb et du zinc, avait commencé, avant l'arrivée de Glencore dans son capital, une restructuration de sa production pour l'adapter aux marchés actuels. Elle était devenue le premier producteur mondial de matières utilisées dans les fibres optiques, écrans plats, téléphones portables. Glencore fait cesser cette production jugée peu rentable. Glencore impose les fournisseurs et les clients, qui sont souvent ses propres filiales. Ces contrats sont beaucoup plus chers, Glencore touche une commission au passage et oblige ses clients à acheter les mêmes produits à ses filiales chinoises. Faute de clients, la rentabilité de l'usine est déjà condamnée.

L'été dernier, le directeur est remercié quatre semaines après son arrivée alors qu'il avait réussi à relancer la production de plomb. « Succès » jugé contraire aux intérêts financiers de Glencore, qui catapulte à la tête de sa filiale du Pas-de-Calais le directeur technique embauché quinze jours plus tôt.

Toujours trop coûteux pour ses propriétaires, Metaleurop annonce en juillet 2002 un plan de restructuration prévoyant 265 suppressions d'emploi. Aujourd'hui que la délocalisation des activités dans les pays aux conditions de travail les plus moyennageuses est prête, le plan de restructuration (coût estimé: 50 millions d'euros) est trop coûteux. Résultat: rideau à Noyelles-Godault.

L'État, pompier du patronat

L'usine, classée Seveso 2, est responsable d'une pollution hallucinante dans le secteur, dénoncée depuis trente ans: oxydes de soufre et d'azote,

plomb, zinc, cadmium dans l'air, l'eau et les sols. Quarante cinq kilomètres carrés touchés, 60 000 personnes concernées, plus de quarante enfants sont déjà condamnés à mort par le saturnisme. Et dire qu'on accuse les écolos d'avoir condamné l'entreprise! Y a-t-il un choix entre la pollution et la misère? En délocalisant dans les pays pauvres, les actionnaires sont sûrs de profiter des deux fléaux.

Maintenant qu'on sait à qui profite le crime, il va falloir décider qui va payer. *Autrement dit*, journal des patrons du Nord-Pas-de-Calais, a trouvé la solution: « une mobilisation des pouvoirs publics, des collectivités locales et territoriales » pour mener « une politique de reconversion économique audacieuse et anticipatrice ». Une fois de plus, l'État, en bon allié du marché, est appelé à la rescousse par ceux-là mêmes qui l'accusent de freiner la sacro-sainte liberté d'entreprendre. Le gouverne-

ment est d'accord mais a décidé, le couteau entre les dents, de défier le Grand Capital en annonçant des poursuites judiciaires contre le groupe sur les questions environnementales. En entamant une procédure judiciaire de plusieurs années contre un groupe étranger, rien de plus facile pour l'État que de se poser en défenseur des ouvriers, comme eux impuissant devant la firme internationale.

Seule la lutte paiera.

Les salarié(e)s, en tout cas, ne sont pas dupes. Ils savent qu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes. Ils et elles ont d'abord constitué leur « trésor de guerre » en bloquant les expéditions, puis menacé de déverser du chlore dans la Deûle pour assurer au moins leurs paies de janvier et février.

Comme pour les ouvriers et les ouvrières de Daewoo à Mont-Saint-Martin, ceux de Cellatex à Givet, la menace sur la santé collective semble être devenue le seul moyen pour faire réagir ceux d'en face.

Ils savent que la solidarité sera leur meilleure arme, comme les employé(e)s de Testut à Béthune, qui occupent leur usine depuis le 8 janvier pour obtenir 50 000 euros de prime de licenciement. Comme les 423 de Sollac Biache qui ont obtenu, après trois ans de lutte, leur reclassement. Comme les salarié(e)s de Lu qui refusent la transformation de leur usine en un centre de télémarketing où ils n'auraient pas leur place et envisagent de reprendre l'usine en créant une Société coopérative de production (solution rejetée par la maison mère qui a préféré un autre sous-traitant).

Dans toutes ces entreprises, c'est l'accomplissement inévitable et flagrant de la logique capitaliste qui est à l'œuvre: après avoir vu leur santé bousillée par le travail et la pollution, ouvriers, ouvrières et habitant(e)s sont abandonné(e)s à leur sort et d'autres se font exploiter ailleurs! Marées noires, fermetures d'usine, même combat pour la rentabilité capitaliste, mêmes victimes!

Hélène et Julien,

Groupe Métropole Lilloise de la Fédération Anarchiste

« Le conseil d'administration de Metaleurop SA (Metaleurop), réuni le 16 janvier 2003, a décidé de ne pas octroyer de nouveaux financements (prêts) à sa filiale Metaleurop Nord (Noyelles-Godault.) Cette décision a été prise afin d'assurer la stabilité financière du Groupe Metaleurop. Compte tenu des pertes cumulées de 2001 et 2002 de Metaleurop Nord qui sont estimées à 97 millions d'euros, une importante restructuration de Metaleurop Nord a été initiée au mois de juillet 2002. [...] Le conseil d'administration de Metaleurop SA a constaté que Metaleurop SA ne disposait pas des ressources financières suffisantes pour la réalisation du plan de restructuration de Metaleurop Nord. En conséquence le conseil d'administration a conclu qu'il ne pouvait pas fournir ce financement à Metaleurop Nord. Russ Robinson, le Président directeur général de Metaleurop SA rapporte que « cette décision a été difficile à prendre ».

Communiqué du conseil d'administration de Metaleurop, daté du 16 janvier 2003





Besançon contre la réforme de l'Université

UN DÉCRET PASSÉ en catimini en mars 2001 par Jack Lang, repris intégralement par Luc Ferry, vise à achever le travail entrepris ces vingt dernières années par les gouvernements successifs : à savoir la porte ouverte à la privatisation de l'Université et la mise en concurrence des différentes facultés (réforme Bayrou, U2000, rapport Attali, U3M, etc.).

À terme, la création de pôles d'excellence entraînera par exemple la fermeture de filières entières. La régionalisation des diplômes conduira à la mise en concurrence des facultés, et aboutira à la ghettoïsation des « petites » facultés de province. La mise en place du système ECTS (European Credit Transfert System) aura pour conséquence la dévalorisation des diplômes. Une réévaluation périodique des diplômes, sous couvert de « formation tout au long de la vie », en fonction des besoins et des intérêts des entreprises, accentuera encore cette dévalorisation, en laissant la possibilité aux entreprises de renvoyer les salariés à la fac dès qu'elles jugeront que leurs qualifications, donc leurs diplômes, seront obsolètes.

Des étudiants en France, forts de ce constat, se sont mobilisés dans de nombreuses universités. Il apparaît que ces actions menées sur le plan local ne sauraient être qu'une première étape face à la politique gouvernementale d'éducation.

Souhaitant s'inscrire dans la logique des étudiants de Toulouse en lutte, nous partageons leur analyse de la nécessité d'un mouvement large, cohérent et national. Nous appelons l'ensemble des étudiants de France à se mettre en lutte dans leurs facs, et ainsi participer avec nous à la mise en place d'une coordination nationale d'actions, d'informations et de réflexion.

Dans une première impulsion, nous organisons une semaine de forums, débats, réflexions sur les questions universitaires en général, et sur la réforme en particulier, du 3 au 7 février 2003 à la fac de lettres et celle de la Bouloie à Besançon.

Voici les revendications des étudiants de Besançon en lutte :

— un véritable réengagement de l'État dans un vrai service public d'éducation ;

- l'abrogation de l'ECTS et du système LMD ;
- le maintien du cadre national des diplômes ;
- la gratuité de l'enseignement ;
- la construction massive de logements sociaux étudiants ;
- la revalorisation du statut étudiant (financement des études, logement, sécurité sociale, etc.) ;
- l'égalité d'accès à l'éducation aux étudiants français et étrangers ;
- le maintien du statut et l'embauche massive de MI/SE et AE ;
- la titularisation des personnels précaires de la fac et le maintien de leur statut de fonctionnaires d'État ;
- une véritable démocratie interne aux facs et donc la remise en cause de la représentation étudiante telle qu'elle existe actuellement ;
- l'exclusion des représentants du patronat dans les instances décisionnelles universitaires.

Tous ensemble, une autre Université est possible! Solidarisons les luttes!

Le Collectif Étudiant de Besançon

100 % libertaire, 100 % contre la guerre !

Une manifestation antimilitariste a réuni plusieurs centaines de personnes à Saint-Brieuc. Ce fut l'occasion de clarifier un peu les positions des uns et des autres à propos du conflit annoncé en Irak. Correspondance.



LE SAMEDI 18 janvier, les militant(e)s du groupe *Jes-futuro* de la Fédération anarchiste s'étaient donné rendez-vous devant la préfecture de Saint-Brieuc pour manifester contre l'imminence de la guerre en Irak. Nous avions récupéré un tract de nos camarades de Rouen dont le titre nous plaisait : « Contre toutes les guerres, contre toutes les armées » mais surtout qui faisait un parallèle entre l'impérialisme américain et le néocolonialisme français en Côte d'Ivoire. « Notre » tract concluait par une sévère critique de la guerre : « Une fois de plus, derrière toutes les guerres se cachent toujours les intérêts économiques, les prétentions impérialistes et les appétits militaristes. La conquête par la force armée du pouvoir et des richesses s'inscrit dans la logique et dans la continuation de l'exploitation capitaliste sur le monde. » Nous rappelions les principes de l'Internationale des résistant(e)s à la guerre : « Nous ne soutiendrons jamais aucune guerre, qu'elle soit sous l'hospice des Nations unies ou non, qu'elle soit l'émanation d'un État, d'une armée de libération, ou sous couvert d'intervention militaire humanitaire. »

Isabelle, notre oratrice chevronnée, s'est tenu prête à lire notre « discours » teinté d'anticapitalisme, de féminisme, de pacifisme. Un pont de la LCR locale, membre d'un comité anti-guerre, distribuant les prises de parole nous l'avait permis. Mais au dernier moment, ce grand mâle dominant a renié sa parole, prétextant fallacieusement que nous n'avions pas appelé à la manifestation ! (mensonge éhonté, mais de toutes façons, ils/elles n'en sont pas à ça près dans ce parti). Rien de mieux pour nous mettre en condition. Nous nous sommes placé(e)s derrière le cortège de ce parti 100 % à gauche et avons crié : « De tout temps, en tout lieu, l'armée bourreau des peuples », « Ni bleue, ni blanche, ni rouge, à bas toutes les armées », « Le capitalisme fait la guerre, à bas le capitalisme ». Et pour enfoncer le clou et décharger notre hargne : « 100 % contre la guerre, 100 % libertaire, 100 % contre la guerre, 100 % anarchistes, 100 % contre la guerre, 100 % féministes, 100 % contre la guerre, 100 % pacifistes ».

Étaient présent(e)s : Renaissance communiste 22 qui en appelait à la France et à l'Europe pour arrêter la guerre, dénonçait « l'impérialisme américain [...] encouragé par le champ libre que lui a ouvert la disparition de l'URSS » (sans doute des regrets), le collectif français *Pas en notre nom* s'inspirant de l'appel *Not in Our Name* signé par plus de 30 000 personnalités et citoyen(ne)s américain(e)s et rappelant que cette manifestation s'inscrivait également dans le cadre de la journée *Martin Luther King* aux États-Unis à l'initiative du syndicat américain AFL-CIO.

L'Association culturelle des travailleurs immigrés de Turquie écrivait : « Jour après jour, l'ennemi

de l'Homme, de la nature et de la société, à savoir l'impérialisme, centre directif du capital, avance comme une pieuvre en tentant d'accaparer tout ce qui rentre dans son champ d'attaque. »

Lutte ouvrière s'en prenait, elle, à Chirac : « Quant aux dirigeants français, ils continuent à tenir un double langage. Après avoir annoncé aux représentants des armées que les militaires devaient se tenir prêts à toute éventualité, Chirac a prétendu que ses propos avaient été déformés [...] et qu'il n'y avait aucun changement dans la position française quant à la crise irakienne. »

Le Parti des travailleurs reprenait une déclaration de *US Labor Against the War (USLAW)* : « Considérant que la marche de Bush à la guerre sert de couverture et de distraction de l'économie effondrée, de la corruption des grandes sociétés et des licenciements ; considérant qu'en fait il est prévu que cette action militaire augmentera la probabilité d'actions terroristes de représailles [...] nous constituons l'*USLAW* et décidons que nous nous opposerons fermement à la politique de guerre de Bush et nous décidons que nous diffuserons cette déclaration, que nous impulserons l'activité antiguerre des syndicats du mouvement ouvrier, des communautés. »

Le Collectif des cent pour la paix dressait un portrait sans concessions du dictateur de Bagdad et rappelait les 200 000 mort(e)s dans les rangs irakiens lors de la guerre du Golfe en 1990 ainsi que les 600 000 enfants décédé(e)s des suites de l'embargo, que le président américain ne se sentait pas engagé par la résolution de l'ONU, qu'il voulait sa guerre pour mettre à la tête de l'Irak des individus à sa botte.

Le Mouvement de la paix mentionnait que la France préside le conseil de sécurité de l'Onu depuis le début de janvier et qu'elle a le privilège d'y disposer du droit de veto. Si elle l'utilisait, cela léverait toute l'ambiguïté et crédibiliserait notre pays aux yeux de l'opinion publique mondiale.

Sinon, la CGT constituait le gros de la manifestation mais bien contrôlée par tou(te)s les communistes ci-dessus nommé(e)s. *SUD* était présent aussi.

Pour conclure, le cortège libertaire était essentiellement composé de la Fédération anarchiste et d'une autre poignée d'individus bien connus dans le Trégor. Mais dans ce capharnaüm, le groupe *Jes-futuro* était le seul à tenir une position proche du pacifisme intégral révolutionnaire.

Aux dires des autorités, nous aurions été 500 ; nous nous estimons à au moins 700 personnes. Ce n'était pas la foule mais ce n'était pas ridicule non plus. Espérons que cette manif aura son efficacité.

De toutes façons, à bas toutes les armées, à bas toutes les guerres, à bas le capitalisme !

Sergej

groupe *Jes-futuro*

ouverture économique, verrouillage politique

LA CHINE avance à marche forcée depuis plus de vingt ans maintenant vers l'avenir radieux du tout capitalisme, avec un taux de croissance inégalé qui lui a fait quadrupler son PNB sous la bannière des « quatre modernisations » : agriculture, industrie, sciences et techniques, défense, mais est toujours en panne pour « la cinquième modernisation : la démocratie »¹.

Le président de la République, Jiang Zemin, l'a rappelé sans ambages : « La Chine n'adoptera jamais un système politique à l'occidentale », et a appelé ses compatriotes « à suivre pendant les cent années qui viennent la ligne fondamentale du Parti communiste chinois »². Ce dernier se considère en effet comme le seul garant de la stabilité sociale et tout mouvement de protestation et d'agitation est considéré comme subversif et puni lourdement comme tel. Dans cette logique paranoïaque les opposants en viennent à être assimilés à des malades mentaux car il faut être fou pour vouloir s'opposer à l'autorité. Selon un rapport de juillet 2002 de Human Rights in China, un réseau d'une vingtaine d'asiles psychiatriques spécialisés, dit Ankang (Tranquillité et Santé), a été créé dans les années quatre-vingt et directement rattachés au ministère de la Sécurité publique, inspiré des méthodes jadis mises au point par les médecins soviétiques pour assimiler les opposants à des malades mentaux soignés à coup de traitements chimiques et d'électrochocs.

Le nombre de cas politiques ayant conduit au cours de ces deux dernières décennies à un internement et un traitement psychiatriques forcés serait estimé à un minimum de trois mille. Et une fois qu'on est entré dans la spirale Ankang, on y reste pratiquement pour toujours. Citons deux cas typiques qui, grâce à l'obstination de leurs proches et le relais de HRIC et Amnesty International, ont été portés à la connaissance de l'extérieur : Wan Wanxing est interné depuis juin 1992 pour avoir déroulé une banderole place Tian'anmen commémorant la répression sanglante intervenue trois ans plus tôt dans la nuit du 3 au 4 juin 1989, et Cao Maobing depuis décembre 2000 pour avoir tenté de créer un syndicat indépendant dans le Jiangsu.



Chine et dissidents

Jean-Jacques Gandini

Ci-dessus : exécutions collectives pendant la révolution culturelle, photo de Li Zhensheng

Le champ des opposants est donc quasiment illimité : c'est aussi bien le plaignant de base qui s'élève contre la corruption, que les minorités ethniques luttant contre la politique d'assimilation forcée à l'instar des tibétains et des ouïgours, les croyants qui refusent l'embrigadement dans les Églises « patriotiques », le mouvement Falungong alliant exercices physiques et spirituels puisés dans la tradition du Qigong et qui sous ses aspects de secte développe une pratique d'entraide et de solidarité qui attire de plus en plus d'adeptes, les surfeurs sur Internet visitant des sites étrangers critiques avec le régime, des syndicalistes indépendants et des militants politiques rejetant l'hégémonie du Parti communiste. Nous nous en tiendrons ici à ces trois dernières catégories car leur potentielle conjonction ébranlerait sérieusement le pouvoir en place.

Internet

La croissance des internautes chinois est exponentielle. En moins de dix ans on est passé de zéro à quarante-cinq millions et d'ici fin 2004 on devrait atteindre les soixante millions, équivalent à la population de la France. Dans un grand discours solennel sur les technologies de l'information prononcé lors d'un séminaire du PC à Pékin le 11 juin 2001, tout en reconnaissant qu'Internet « a beaucoup contribué à la croissance économique », le président Jiang Zemin a estimé qu'il avait également permis de répandre « des informations néfastes, la superstition, la violence, la pornographie : tout cela porte atteinte à la santé mentale de la population et de la jeunesse » et il convient en conséquence de « renforcer la législation sur l'information et Internet » : imposition aux sites chinois de ne diffuser que des informations déjà publiées par la presse officielle ; opérateurs de sites et de cafés Internet rendus responsables de toute infraction commise par les utilisateurs ; mise en place de logiciels de surveillance et de nouveaux filtres sophistiqués. C'est ainsi que la réglementation actuelle prévoit « qu'utiliser Internet pour propager des rumeurs, diffamer ou transmettre des informations nuisibles, inciter au renversement du pouvoir d'État ou du système socialiste ou à la division du pays » constitue désormais un crime contre la sécurité de l'État et la stabilité sociale. Mais comment mettre un policier derrière chaque ordinateur ?

En attendant, selon les dernières estimations de HRIC et AI, trente-trois cyberdissidents sont actuellement incarcérés condamnés à des peines de prison allant de trois à onze ans pour des inculpations allant de « téléchargement de documents Falungong » à « subversion ». Citons simplement deux cas qui font le lien avec le mouvement démocratique en Chine : Le 13 décembre 2001, Wang Jibo, membre du Parti démocratique chinois du Shandong, est condamné à 4 ans de prison pour avoir réclamé sur Internet une révision du jugement officiel du grand mouvement populaire d'avril-juin 1989 toujours qualifié de

« contre-révolutionnaire »³ ; et le 30 décembre 2001 c'est au tour de Li Xinhua, fondateur de la section de Wuhan du PDC d'être également condamné à 4 ans de prison pour « incitation au renversement du pouvoir », alors qu'il diffusait en fait sur Internet des articles attaquant la corruption et le système politique qui la générerait, et prônant « un système de contrôle mutuel fondé sur la séparation des pouvoirs administratif, judiciaire et législatif ».

Activistes politiques

Le 5 octobre 1998, le gouvernement chinois a signé, mais toujours pas ratifié, le pacte international relatif aux droits civiques et politiques qui garantit la liberté d'expression et de réunion, des procès équitables et interdit la torture et les détentions arbitraires, conformément d'ailleurs à l'article 35 de la Constitution chinoise qui prévoit dans son article 35 que « les citoyens jouissent de la liberté de parole, de la presse, de réunion, d'association, de cortège et de manifestation ». Mais une fois de plus, il y a loin de la coupe aux lèvres !

À titre d'exemple, nous nous en tiendrons au Parti démocratique chinois qui, s'il n'est pas le seul, est du moins celui qui fait le plus parler de lui et dont l'un des fondateurs, Xu Wenli⁴, vient d'être libéré le 24 décembre 2002 sous la pression de l'opinion publique internationale et aussitôt expulsé vers les États-Unis pour « raisons de santé », après avoir été condamné en décembre 1998 à 13 ans de prison pour « atteinte à la sécurité nationale » en tant que cofondateur du PDC aussitôt interdit. Il s'agit pourtant d'un parti d'orientation réformiste et libérale, reconnaissant en outre le rôle prépondérant joué par le Parti communiste dans la conduite des affaires du pays, mais c'est son envergure nationale – le revendique un millier de militants répartis dans 23 des 30 provinces chinoises – qui le rend potentiellement dangereux pour un Parti communiste dont la force réside justement dans l'atomisation des différentes oppositions. Outre les deux cas précités, deux autres militants du PDC, Hu Mingjun et Wang Sen, arrêtés en mars 2001, ont été condamnés en mai 2002, à l'issue d'un procès secret au cours duquel ont été modifiés et aggravés les chefs d'accusation, à 11 et 10 ans de prison pour avoir pris contact, qualifié de « subversif », avec les organisateurs d'une manifestation de sidérurgistes à Dazhou (Sichuan), alors que dans leurs déclarations ils se bornaient à revendiquer la liberté syndicale et l'amélioration de la couverture sociale des licenciés.

Ce glissement du terrain politique vers le terrain social est justement ce qui inquiète le pouvoir en place et explique sa réaction envers Wang Mingzhang. Ce dernier est une figure de la dissidence, exilé aux États-Unis où il anime la revue *Printemps de Chine*. Il disparaît fin juin 2002 près de la frontière sino-vietnamienne où il se trouvait en compagnie de deux autres chinois. Alertée, Amnesty International enquête et apprend que les trois sont arrivés au

Vietnam le 26 juin et devaient rencontrer dans un endroit discret des militants syndicalistes chinois. À force de démarches, la police chinoise reconnaît le 20 décembre qu'ils ont été arrêtés près de six mois plus tôt et maintenus depuis au secret pour « terrorisme et espionnage au profit de Taïwan ». Elle prétend qu'ils auraient été enlevés au Vietnam par un gang qui voulait les rançonner et elle les aurait découverts le 3 juillet, ligotés et bâillonnés, dans un temple proche de la frontière du côté chinois ! Version rocambollesque alors que plus prosaïquement ils ont dû être enlevés par un commando de la police qui considère Wang comme très dangereux vu ses liens avec le mouvement social. Il vient d'être jugé à Shenzhen ce 22 janvier 2003 mais le verdict n'est pas encore connu.

Le pouvoir prend en effet de plus en plus au sérieux la conjonction qui essaie de prendre forme entre dissidents de l'extérieur, dissidents de l'intérieur et syndicalistes indépendants, sachant que ce sont bien ces derniers qu'il craint le plus.

Syndicalistes indépendants

Outre le pacte sur les droits civiques et politiques, la Chine a également signé, et ratifié cette fois le 28 février 2001⁵, le Pacte sur les droits économiques, sociaux et culturels, mais avec des réserves concernant l'un des principaux piliers de ce pacte, à savoir l'article 8 garantissant la liberté syndicale, Pékin s'abritant derrière sa Constitution et sa législation qui ne prévoient qu'une organisation syndicale unique, l'ACFTU : All China Federation of Trade Unions. Aussi tous ceux qui cherchent à s'organiser en dehors de cette structure unique sont sévèrement réprimés à l'instar de Zhang Shuangyu condamné à 10 ans de prison pour avoir sollicité l'autorisation de constituer une association de « défense des travailleurs licenciés » et qui dans sa prison numéro un du Hunan est régulièrement soumis à des tabassages.

Mais le mouvement en cours qui est considéré par nombre d'observateurs comme un tournant dans l'histoire sociale de la Chine communiste en raison de la taille des manifestations et du degré d'organisation des ouvriers, est celui dit des « Quatre de Liaoyang ».

Entre mars et mai 2002 ont eu lieu à Liaoyang, capitale du Liaoning où sévit un taux de chômage de 25 %, plusieurs manifestations réunissant au total des dizaines de milliers d'ouvriers, de retraités et de chômeurs s'élevant contre la corruption et les détournements qui, en partie, avaient conduit leurs entreprises à la faillite, et ce sous la houlette de délégués qu'ils s'étaient eux-mêmes choisis : Yao Fixin, Xiao Yankong, Pang Qingxiang et Wang Zhaoming. Le gouvernement leur a d'ailleurs donné implicitement raison puisqu'une mission de la Commission centrale du PC a été dépêchée sur place et son enquête a fait des ravages : plus de 200 arrestations intervenues



penda
les ser
d'État
métall
conflic
locale
mafeur
local
métho
puis il
nettoy
qui on
payer
masse
« mer
princi
métall
metur
meur
épicer
furent
organ
ainsi
parole
solida
de plu
Aussi
il étai
en civ
10 00
ration
Wang
tenus



1989 : les Chinois font le ménage à Tian' anmen.

pendant l'été dans l'administration de la ville, les services de police, la justice, les entreprises d'État – dont le directeur général de l'usine métallurgique en faillite d'où est parti le conflit –, y compris un député de l'Assemblée locale surtout connu pour être le « parrain » mafieux⁶ de la ville, mais épargnant le chef local du Parti... Le pouvoir reste fidèle à ses méthodes : quand une révolte éclate, il l'écrase puis il s'intéresse aux causes et opère un grand nettoyage. Et même s'ils avaient raison, ceux qui ont eu l'audace de protester doivent en payer le prix. Prudence malgré tout envers la masse des manifestants, mais on isole les « meneurs » et ici c'est Yao qui va se trouver principalement en ligne de mire. Ouvrier métallurgiste, licencié en 1992 lors de la fermeture de son entreprise d'État et devenu chômeur longue durée, il avait ouvert une petite épicerie et c'est dans son arrière-boutique que furent rédigées les premières proclamations et organisées les premières manifestations. Il s'est ainsi retrouvé l'un des principaux porte-parole du mouvement et ses discours sur la solidarité ouvrière et la trahison du PC ont eu de plus en plus d'impact sur les manifestants. Aussi cela n'a pas entraîné : le dimanche 17 mars, il était kidnappé en pleine rue par des policiers en civil et après une nouvelle manifestation de 10 000 personnes le 20 mars exigeant sa libération, les trois autres délégués, Xiao, Pang et Wang étaient arrêtés et tout comme Yao maintenus au secret.

Mais outre que la mobilisation locale n'a pas faibli avec des manifestations périodiques devant l'hôtel de ville, une solidarité internationale s'est faite jour. La Confédération internationale des syndicats libres⁷, tout comme la Fédération internationale de la métallurgie ont déposé formellement plainte auprès de l'OIT contre le gouvernement chinois pour « violation des principes de la liberté d'association ». Le 26 mai une délégation de quatre syndicalistes français s'est même rendue sur place mais a été aussitôt obligée de quitter la ville dans une camionnette de la Sécurité publique, et une journée d'action internationale s'est tenue le 10 juillet 2002.

Si les trois camarades de Yao ont finalement été remis en liberté le 20 décembre, pour ce dernier l'inculpation initiale de « rassemblements et manifestations illégaux » – passible de 5 ans de prison – s'est transformée en « subversion du pouvoir de l'État » passible de la peine de mort, la police ayant entre-temps « découvert » son nom sur un listing du Parti démocratique chinois... Il vient d'être jugé le 15 janvier 2003 et si le verdict n'est pas encore rendu, on se doute qu'il sera lourd.

Mais la machine est lancée. Dans d'autres lieux en Chine les ouvriers s'organisent de façon autonome et si la conjonction avec les dissidents prend forme malgré la répression, cela peut à terme changer la donne. À suivre ! J.-J. G.

Notes

1. Selon le texte prémonitoire de Wei Jingsheng apposé à Pékin sur le « Mur de la Démocratie » le 5 décembre 1978 et qui lui valut une condamnation à 15 ans de prison : « qu'est-ce que la démocratie ? La véritable démocratie, c'est la remise de tous les pouvoirs à la collectivité des travailleurs. » (in *Chine fin de siècle I : tout changer pour ne rien changer* Jean-Jacques Gandini, ACL 1994).
2. Déclaration à l'AFP le 18 décembre 1998.
3. D'après Amnesty International au moins 200 personnes, nominalement identifiées, sont toujours emprisonnées pour y avoir participé.
4. Âgé de 59 ans il aura passé 18 ans en prison puisqu'avant les quatre années entre 1998 et 2002 il en a purgé 14 entre 1979 et 1993 pour son rôle lors du « Premier Printemps de Pékin » en tant qu'animateur de la revue phare « La Tribune du 5 avril ».
5. Entrée à l'OMC, intervenue depuis au début de l'année 2002, oblige...
6. Dans un rapport au Comité central du PC, qui a fini aux oubliettes, le journaliste et sociologue He Qinglian écrivait en 1996 : « La Chine se dirige vers le régime conjoint du gouvernement et de la Mafia. L'alliance des bas-fonds et des élites au pouvoir conduit au pillage de la richesse publique, en premier lieu du patrimoine d'État accumulé depuis quarante ans par la sueur du peuple, et la principale arme du pillage, c'est le pouvoir politique. » Elle a depuis préféré jeter l'éponge et a choisi début juillet 2002 l'exil aux États-Unis.
7. Le 13 janvier 2003 elle en appelle à tous ses membres pour protester énergiquement auprès des autorités chinoises et demande à l'OIT de faire de même. Un courriel peut être envoyé au président Jiang Zemin : minister@legalinfo.gov.cn

Retraites : faut que ça change !

LES PENSIONS versées aujourd'hui se montent à près de 168 milliards d'euros (1 100 milliards de francs), somme énorme qui représente plus de 10 % du PIB! Cet argent échappe aujourd'hui aux institutions financières. Le patronat souhaite pouvoir profiter des subsides d'une épargne individualisée, que celle-ci s'appelle fonds de pension ou épargne salariale, peu lui importe en définitive en tant que bénéficiaire de cette manne financière, qui lui servira à rentabiliser ses investissements boursiers et spéculatifs. Si les "responsables politiques" vont dans le même sens, c'est parce qu'ils sont gestionnaires du système capitaliste.

Quelques chiffres.

Les éléments économiques objectifs suivants démontrent très clairement la viabilité du système par répartition tel qu'il existe, sans être en rien révolutionnaire: le rapport Charpin (sénateur et commissaire au compte) indique que la charge des retraites dans le PIB (Produit intérieur brut) passerait de 12 % aujourd'hui à 16 %, soit 4 points de PIB lissés sur les 40 prochaines années, en sachant que ces 40 dernières années, cette part avait été augmentée de 7 points. Cette « charge » avait été encaissée par la croissance économique. Avec une croissance modérée de 1,7 % par an (2,1 % pour la période de « crise » de 1973 à 1996), le PIB aura doublé en 2040. Dans le même temps, la « charge » des inactifs n'aura été multipliée que par 1,25. Le vrai « problème » des retraites est avant tout politique: c'est celui du partage des richesses. Ainsi, la part des salaires dans la valeur ajoutée des entreprises est passée de 70 % en 1980 à 60 % aujourd'hui.

Depuis 1945, l'augmentation de la productivité a permis au patronat d'accaparer des profits considérables, au détriment des salariés et des retraités. Un nouveau partage des gains de productivité doit servir à payer les retraites des travailleurs ayant générés ces richesses! Un transfert de 0,5 point de productivité par an suffit à résoudre la question du financement des retraites jusqu'au point critique de 2040.

Le retour à 37,5 annuités des salariés du privé coûtera environ 4 milliards d'euros par an. À titre de comparaison, le trou financier du Crédit lyonnais coûtera aux contribuables 16 milliards d'euros, les exonérations de charges patronales étaient de 18 milliards d'euros en 2002, et le budget militaire de 40 milliards d'euros (en augmentation de 6,1 %) en 2003.

Un choix politique

Ce n'est pas aux marchés financiers de décider du montant des retraites, c'est à la société de décider collectivement quelle est la part de la richesse produite qui doit aller aux personnes âgées. On veut nous enfermer dans des débats techniques sur les évolutions démographiques et autres paramètres économiques sois-disant incontournables, alors que le problème fondamental est la nature de la société dans laquelle nous voulons vivre. On veut nous imposer une société qui serait un ensemble d'individus épargnant chacun dans son coin – renforçant les inégalités –, soumis aux aléas de l'évolution des marchés financiers et incapables de déterminer leur avenir.

Quelles perspectives de lutte ?

Le système actuel de retraite par répartition, en tant que compromis historique réalisé dans le cadre d'un système capitaliste entre la bourgeoisie et le monde du travail, ne représente évidemment pas la panacée pour des militants anarchistes et syndicalistes. Il est inégalitaire puisque les pensions les plus élevées sont servies aux anciens salariés les mieux payés, qui sont souvent déjà propriétaires de leur logement. L'inégalité existe aussi dans l'espérance de vie: les salariés ayant eu les travaux les moins pénibles physiquement et les plus valorisant intellectuellement vivent en moyenne plus longtemps que les autres, et donc profitent davantage de ce temps libre.

Cependant, étant donné le rapport de force actuel et les tentatives de division du salariat (privé-public), il convient à court terme d'être pragmatique en réclamant

pour les travailleurs le maintien, le renforcement et l'amélioration du système actuel, système de solidarité entre générations, entre individus et entre professions. Toute autre revendication ne saurait être qu'un rideau de fumée de plus qui servirait en définitive les intérêts des patrons.

Comment l'imposer ?

Evidemment, le patronat ne paiera que sous la pression de la rue. La lutte pour les retraites est indissociable de la lutte contre les licenciements et pour les augmentations de salaire, et de la lutte pour la régularisation de tous les sans-papiers. En effet, les augmentations de salaires et la baisse du chômage impliquent des rentrées supplémentaires de cotisations. De même, la régularisation des sans-papiers, permettrait, non seulement en leur donnant des droits, de les dégager de leur situation néo-esclavagiste vis à vis de leur patron, mais rapporterait également des cotisations supplémentaires au régime par répartition.

Le 25 janvier 2001, c'est précisément contre le rallongement de la durée de cotisation que les secteurs privé et public sont massivement descendus dans la rue. Le 1^{er} février 2003 et dans les combats à venir, il faudra être mobilisé dans la rue et dans les boîtes, avec des travailleurs en lutte des secteurs privés et publics, pour le maintien et l'amélioration de ce système de retraite. La solidarité de tous sera nécessaire. En effet, le Medef parle déjà d'augmenter le nombre

d'annuités nécessaires dans le privé à 42,5 annuités dans 10 ans. Gageons, que « par souci d'équité », les politiciens du moment sauront alors faire passer la durée de cotisation des salariés du public à 40 annuités... L'objectif étant à terme les 45 ans de cotisation.

À ce titre, le résultat du référendum sur la réforme du régime des retraites à EDF-GDF (280 000 salariés et retraités) est un signe très encourageant de la lucidité des travailleurs sur les enjeux et les rapports de classe en présence, y compris vis-à-vis des positions d'accompagnement de leur appareil syndical bureaucratique.

Les décisions du patronat et de l'État n'ont rien d'inéluctables. La motivation et la conscience de classe revenant, peut-être pourrions-nous alors préparer la contre-offensive sociale généralisée. Les anarchistes ne situent pas leur projet social dans le cadre de l'expansion illimitée de la production de biens et de services, alors que certaines de ces marchandises ont peu d'utilité sociale, polluent et aliènent les individus, que ce soit sous forme d'exploitation ou de consommation « gadgétisée ». C'est pourquoi, à terme, et une fois le système capitaliste mis à bas, il faudra que les travailleurs et les consommateurs gèrent ensemble et sans intermédiaire en fonction de leurs besoins, la production et la répartition de ces richesses.

Pierre

groupe la Commune
CGT PTT 35

des revendications

- La retraite à taux plein avec 37,5 annuités de cotisation, privé comme public, car c'est la durée moyenne d'une vie de travail pour les salariés du privé comme du public;
 - Un montant de pension net minimum de 75 % du traitement net dans le public comme dans le privé;
 - L'abrogation des lois, réformes et accords anti-sociaux ARCCO-AGIRC;
 - Une augmentation des minimas sociaux: minimum vieillesse et minimum contributif en particulier;
 - Le départ en retraite à partir de 55 ans, le maintien d'un système par répartition intégrale.
- Le financement de ces mesures devra être pris en charge par le patronat: taxation des revenus financiers des entreprises, augmentation des cotisations patronales, extension des assiettes de contribution patronale à l'ensemble de la valeur ajoutée.

« Ils ne veulent même plus travailler »



Jean-Pierre Levaray

STÉPHANE BEAUD ET MICHEL PIALOUX, sociologues et auteurs d'un intéressant *Retour sur la condition ouvrière*¹, sont également auteurs d'un texte, *Notes d'observation autour d'une rencontre entre générations ouvrières*², pour tenter de « comprendre la décomposition des classes populaires au cours de ces quinze dernières années ». Dans cet article, les auteurs semblent découvrir que les jeunes (notamment issus de l'immigration) ne veulent pas devenir ouvriers, sous peine de considérer leurs vies comme foutues: « Nous, on veut dépendre de personne. On veut pas de chef au-dessus de nous qui nous donne des ordres. Nous, on veut pas aller travailler en usine, on veut respirer, on veut devenir patron. On ne veut pas être ou rester au bas de l'échelle », dit l'un des jeunes, au cours d'un débat après la représentation de la pièce *501 blues*, jouée par cinq ouvrières licenciées de l'usine Levi's de La

Bass 9^e, dans le Nord. En regard, les auteurs citent de vieux syndicalistes, ou ces ouvrières licenciées de Levi's, fiers d'avoir travaillé et d'avoir lutté.

Cette dignité, cette fierté du travail, on la revendique lorsqu'on n'a plus de travail, lorsqu'on se fait virer comme des malpropres. Parce qu'on n'a que sa force de travail à vendre, pour gagner de quoi vivre. Parce que lorsqu'on a usé une partie de sa vie dans l'usine, et qu'on se retrouve, au bout du compte, à la porte, c'est moralement destructeur.

La dignité au travail, on ne la conquiert pas sur des machines, à des boulots débiles, fatigants, usants, sous les ordres des chefs, pour des salaires de misère. La dignité, on la conquiert dans les moments autres: quand on dit non au chef, quand on se met ensemble en grève, ou quand on vole un

Jean-Pierre Levaray est l'auteur de *Putain d'usine* et *Après la catastrophe*, *L'Insomniaque*. Disponibles à Publico au prix de 7 euros.

moment au patron pour s'organiser des instants conviviaux (repas, apéro, belote, etc.) entre collègues.

Le reste, le travail, c'est l'aliénation, le sentiment de perdre sa vie.

Les auteurs de l'article, expliquent le désintérêt des jeunes des cités pour le travail par le fait que la résistance ouvrière s'est nettement amoindrie mais aussi et surtout par le culte de l'argent et de l'individualisme des années quatre-vingt qui touche aujourd'hui ces cités. Certes, mais ce n'est pas si simple et si nouveau.

Le 20 mars 1998, lors d'une manif parisienne de lycéens, un groupe de « lycéens lucides » diffuse le tract « On arrête tout ! » qui commence ainsi : « Quand nous serons bien vieux, le soir au coin du feu, peut-être prendrons-nous enfin la peine de nous demander ce que nous avons fait de nos vies. Nous découvrirons alors avec horreur le vide profond qui aura rempli nos existences partagées entre un travail lassant et improductif, et la peur de le perdre. » S'ensuit un texte contre la soumission et l'ennui, appelant à prendre la décision d'arrêter de travailler, pour un changement radical de société et pour ne pas être « condamnés à mener cette existence grise qu'ils nous imposent et que nous ne voulons plus ».

« "Nous, on veut dépendre de personne. On veut pas de chef au-dessus de nous qui nous donne des ordres. Nous, on veut pas aller travailler en usine, on veut respirer, on veut devenir patron. On ne veut pas être ou rester au bas de l'échelle." »

À la même époque, de novembre 1997 à avril 1998, autour d'AC! et du Comité chômeurs CGT, des occupations d'ANPE ont lieu, des actions de chômeurs et de précaires se multiplient. Chaque jour, sur Paris, des chômeurs, en collectif ou individuellement, tiennent des AG à la fac de Jussieu. Les débats sont riches et les idées fusent³, exemple entre mille : « La dignité humaine n'est pas dans le travail salarié, parce que la dignité ne peut s'accommoder ni de l'exploitation, ni de l'exécution de tâches ineptes, et pas davantage de la soumission à une hiérarchie... »

En 1985, en plein mouvement étudiant, des lycéens du technique distribuent un tract, signé par les lascars du LEP électronique, qui s'intitule : « Nous, on n'ira pas à l'usine ».

Le 1^{er} mai 1977, à Rouen, un mystérieux « Groupe contre le génocide par le travail et contre la fatigue et la détresse dues au travail » distribue un tract, « C'est-y pas l'turbin qui t'use ? » où on peut lire : « Ce temps perdu, tes désirs non réalisés te sont échangés contre un salaire. Cette carotte qu'on te refille pour ta participation à produire des marchandises ne te permet que d'être un consommateur : pas de rendre ta vie passionnante... »



Jour de vacances dans la commune populaire.

À Paris, en novembre 1973, quelques employés d'Elf⁴ créent le Grat (Groupe de résistance au travail) qui dit : « Notre problème véritable est-il de négocier sur des augmentations de salaire (précieuses mais qui sont bouffées sitôt gagnées) ou de venir à bout de la monotonie du travail salarial, reconduit semaine après semaine, mois après mois, année après année jusqu'à cette retraite "dorée" dans laquelle croupissent tant de personnes âgées, résidus fatigués d'une vie consacrée à la prospérité du capital. » Ils ajoutaient : « Nous sommes de la race, de plus en plus nombreuse, de ceux sur qui le salariat, quelle qu'en soit la forme, pèse d'un poids si lourd qu'il devient intolérable et que toute solution, fût-elle précaire, est préférable à la mort lente par accumulation d'ennui... »

En allant plus loin dans le temps, dans l'ouvrage la Nuit des prolétaires, l'auteur Jacques Rancière, parle de ces « centaines

de prolétaires qui ont eu vingt ans aux alentours de 1830 et qui ont décidé, chacun pour leur compte, de ne plus supporter l'insupportable. Non pas la misère, les bas salaires, les logements inconfortables ou la faim toujours proche, mais plus fondamentalement la douleur du temps volé chaque jour à travailler le bois ou le fer, l'humiliante absurdité d'avoir à quémander, jour après jour, ce travail où la vie se perd ». 1830, nous sommes loin des situationnistes qui disaient : « Ne travaillez jamais. »

On ne travaille pas à l'usine de gaieté de cœur. J'y travaille depuis bientôt trente ans.

Je me souviens, avant l'usine, élève en CET, nous parlions du travail. Les copains étaient nombreux à se demander ce qu'ils fichaient là. Beaucoup envisageaient autre chose que le travail que nous apprenions. En 1973, lorsque j'ai été embauché, en même temps que beaucoup d'autres jeunes (c'était avant la crise), nous disions tous : « Je reste deux-trois ans, histoire de me faire un peu de fric, et après je me sauve. » Certains sont partis, moi j'ai fait partie de ceux qui sont restés. Parce que le salaire permet de payer un loyer, de faire grandir des enfants et parce qu'il permet de se consoler du temps perdu dans la consommation.

Pourtant, et je vois bien que ce sentiment est partagé par mes collègues, le travail est une douleur. D'autant plus que ça ne s'arrange pas, avec la flexibilité, les plans de restructuration qui se succèdent, la parcellisation du travail, etc.

Quand on voit tous ces collègues qui ne souhaitent qu'une chose, c'est qu'il y ait un nouveau plan « social » pour profiter de départs en préretraite; quand on entend dans les discussions autour de l'apéro rituel des prolos, tous ceux qui rêvent de partir; quand on sait que les ouvriers essaient, pour la plupart, que leurs enfants échappent à l'usine... Non, le travail n'est pas une valeur qui mobilise les ouvriers.

Il y a quelque temps, sur France 2, un reportage s'intéressait aux licenciées de chez Moulinex, six mois après. Une femme disait que maintenant, elle n'avait pas beaucoup d'argent pour vivre, mais qu'elle se voyait mal retravailler et avoir un chef sur son dos.

Les licenciées de chez Levi's, qui ont réussi à devenir intermittentes du spectacle (même si leur salaire est aléatoire), doivent avoir plus de plaisir aujourd'hui en montant sur les planches que lorsqu'elles sortaient de l'usine les mains bleues d'avoir cousu des jeans toute la journée.

Dans la cassette vidéo Danger Travail⁶ qui regroupe des documentaires de Pierre Carles, Christophe Coello et Stéphane Goxe, une dizaine de chômeurs et de chômeuses racontent pourquoi ils ont décidé de ne plus travailler. Ils expliquent même qu'ils ou elles ont fait le choix de « s'épanouir en dehors du monde du travail, avec peu de ressources mais en disposant de temps à profusion ».

On a redécouvert, quelque temps, « la France d'en bas » parce que lors des élections

« La meilleure façon d'abolir le chômage, c'est d'abolir le travail et l'argent qui lui sont associés. »

AG des chômeurs occupant Jussieu en janvier 1998.

de 2002, les ouvrières et les ouvriers se sont abstenus ou ont voté pour les extrêmes. Bref, n'ont pas suivi le jeu politique habituel. Parce que la classe politique, qui ne rassemble que les classes moyennes et bourgeoises, est complètement déconnectée de ces ouvriers dont les patrons voudraient tellement se débarrasser.

Pour redonner le goût de la politique à la classe ouvrière, il faut proposer, lutter pour une société, un monde, où on repenserait le travail, les machines, la production, la consommation.

Il y a longtemps que la notion d'amour du travail est devenue obsolète. Cette notion fait référence à un travail artisanal, ou en petite manufacture. Aujourd'hui, le travail est devenu trop parcellisé, et il est illusoire de penser qu'on reviendra en arrière. Ainsi, tout révolutionnaire (et par là même, tout anarchiste) qui ne prend pas en compte le fait que les ouvriers, mais aussi les jeunes, aspirent à travailler beaucoup moins, voire à ne pas travailler du tout, n'a qu'un cadavre dans la bouche. J.-P.L.

1. Éditions Fayard, 1999. Cet ouvrage traite notamment des ouvriers de chez Peugeot.
2. In la Fabrique de la Haine: contre les politiques sécuritaires et l'apartheid social, L'Esprit Frappeur, 2002. Cet article est également paru, en version plus courte, dans le Monde diplomatique de juin 2002, sous le titre « La troisième génération ouvrière ».
3. On peut se reporter au n° 1 de Le lundi au soleil, recueil de textes et de récits du mouvement des chômeurs, coédité par L'Insomnieque.
4. Pas tous jeunes, j'en conviens, puisque l'un d'entre eux, ingénieur d'une quarantaine d'années se fera virer suite à la création de ce groupe.
5. Cité in Gilda je t'aime, à bas le travail! de Jean Pierre Barou, La France sauvage, 1975.
6. Danger Travail, A. Gonzales et CP Productions, 2002 (CP productions, 9, rue du Jeu-de-Ballon, 34000 Montpellier).

Jeudi 30 janvier Rouen
L'Insoumise vous entraîne au cinéma: Danger Travail de Pierre Carles et S. Goxe. Un autre discours sur le travail.
Projection-débat avec l'un des réalisateurs du film, à 20h30 au cinéma Le Melville, 75, rue du Général-Leclerc. Entrée 5 euros.

PENDANT ET APRÈS les conflits armés, les femmes subissent des violences de toutes sortes: privations, tortures, viols, prostitution, exils. Elles assurent la survie des enfants dans des conditions effroyables, au nom d'intérêts qui ne sont pas les leurs, d'États qui ne respectent pas leurs droits, de sociétés dont leur oppression est le fondement.

Les féministes en lutte pour la paix ont désigné leur ennemi: le patriarcat, système de domination qui permet tous les autres. On est loin, très loin, d'un pacifisme teinté du concept de « bonté innée » qu'on prête aux femmes pour mieux les renvoyer à leur maternité. En créant des réseaux qui ignorent les clivages de nationalités, d'ethnies ou de religions, les féministes pacifistes poursuivent un projet pacifiste et montrent qu'il est réalisable.

Trente pays ou régions sont actuellement en situation de conflit armé, en cours ou en voie d'extinction. Tandis que les combattant(e)s sont parti(e)s guerroyer, les populations civiles sont décimées par les

Beaucoup subissent les violences conjugales de leurs maris revenus du front. Pour le réconfort des forces de maintien de la paix, on ouvre des bordels. Des milliers de femmes tombent sous la coupe de réseaux de proxénètes, qui savent tirer profit de la misère et du désordre.

Nombre d'entre elles se retrouvent chefs de familles, dans une situation économique catastrophique, et renvoyées à la sphère familiale quand le mâle est de retour s'il revient, ou réduites à assurer la survie quotidienne et certainement pas à avoir un travail émancipateur.

La fable de la guerre « émancipatrice » nous a pourtant été servie par Bush qui se « vantait » de libérer les femmes afghanes. Outre le cynisme de ses propos (prendre une population parmi les plus opprimées de la planète comme alibi pour une guerre pas moins économique qu'une autre), de quel droit un « État » se déclare-t-il « libérateur » d'un peuple? Un an après, les Afghanes subissent toujours discriminations et violences,

femmes dans les guerres femmes contre les guerres

bombardements, par les invasions de « l'ennemi ». Les conflits armés, aujourd'hui, font d'avantage de victimes civiles que militaires, dont les femmes et leurs enfants qui n'ont pas été enrôlé(e)s.

Les guerres tuent et mutilent sans distinction de sexe. Mais les femmes subissent d'autres souffrances, celles qui leur sont déjà infligées en temps de paix, exacerbées en situation de conflit: les violences sexuées, dont les violences sexuelles. Que les soldats violent partout où ils passent est une tradition séculaire, passée sous silence jusqu'à ces dernières années. La médiatisation des viols en Bosnie a rappelé que loin d'avoir disparu, ils se perpétuaient, avec les encouragements de certains commandements. Violer « ses » femmes, c'est une façon de toucher l'ennemi, de l'envahir en « polluant » sa descendance. Là réside le « plaisir » du viol de guerre: offenser d'autres mâles. Beaucoup des femmes instrumentalisées seront ensuite rejetées par leur propre communauté, car leur souffrance ne vaut rien au regard de la blessure d'orgueil du mâle qu'elles ont permise à leur corps défendant. C'est pourquoi, souvent, les victimes ne témoignent pas. Quand les hommes s'assoient à la table des négociations, ils « oublient » ces exactions, les violences étant dans les deux camps.

Après l'arrêt des combats, les femmes sont encore victimes de la pauvreté, de la faim, du manque de soins, de la pénurie des services, inhérents à tout conflit armé.

dans un pays encore plus dévasté qu'il ne l'était déjà.

Derrière les belles paroles des membres de l'Onu: « Les femmes, qui connaissent si bien le prix des conflits, sont souvent mieux à même de les prévenir ou de les résoudre » où sont les actes? Si tel était le cas, pourquoi ne sont-elles pas assises aux tables des négociations? Pourtant, elles font preuve d'un grand courage, celles qui, dans un pays en conflit sont considérées comme traîtresses parce que pacifistes et féministes. Elles résistent la violence sous toutes ses formes, le modèle patriarcal dont la guerre est l'un des fleurons. Or comment maintenir une domination sans violence? Le féminisme est inconciliable avec le nationalisme et le militarisme, non pas parce que les femmes sont « naturellement » pacifistes, mais parce que tant qu'il y aura domination d'êtres humains sur d'autres êtres humains et violences pour les soumettre, un autre monde ne sera pas possible.

En ce moment même, un autre conflit se prépare auquel nous ne sommes pas sûr(e)s d'échapper. Guerre du Bien contre le Mal ou de la super puissance économique contre l'Irak? Des citoyennes des États-Unis se mobilisent contre cette guerre parce que nous, les femmes, ne voulons plus souffrir et réparer, mais parce que nous voulons proposer, décider, agir pour un monde égalitaire en paix.



Le Détachement féminin rouge
attaque Hollywood.

quelle intervention syndicale pour les anarchistes ?



Cette affiche célèbre la mémoire des ouvriers morts lors d'affrontement avec les Seigneurs de la guerre le 7 février 1923 à Zengzhou (Henan).

Sam

L

ORGANISATION SYNDICALE représente pour les anarchistes un outil de choix pour leur intervention dans les luttes sociales. Celle-ci, en tant qu'organe de classe, regroupant les travailleurs et les travailleuses sur la base de leurs intérêts socio-économiques, est l'un des lieux où, historiquement, la perspective anarchiste (en terme de méthodes d'action, de forme d'organisation) a pu trouver le plus d'écho. Mais la dérive réformiste et bureaucratique de la CGT, rompant pour une part avec ses perspectives de classe, depuis un siècle, et le développement d'appendices scissionnistes non moins bureaucratisés (FO), voire carrément versés dans la collaboration de classe (CFDT, FO de plus en plus), pose aujourd'hui – à l'heure ou la recombinaison syndicale, du fait de ces évolutions, est à son apogée – la question de la démarche syndicale militante anarchiste. L'émergence de syndicats de lutte comme SUD, qui n'a pas rompu avec une perspective délégataire (permanents, participation systématique aux élections profession-

nelles), mais surtout de la CNT comme organisation syndicaliste révolutionnaire et anarchosyndicaliste contribue à complexifier cette question.

Il existe, à mon sens, deux types de modalités valables pour une intervention sur des principes libertaires dans le monde du travail au travers du syndicalisme.

Développer le syndicalisme de base

La première, c'est le syndicalisme de base au sein des organisations syndicales réformistes. Il s'agit de développer dans le cadre des sections d'entreprise des pratiques anarchosyndicalistes : démarche de construction collective partant de la réalité syndicale, pratique de l'action directe, contrôle et révocabilité des mandats, refus de l'attitude délégataire par la rotation des tâches. Il faut, par le développement de la formation, briser la spécialisation qui oppose militant(e)s syndicalistes et syndiqué(e)s. Il ne s'agit pas d'une pratique de fraction (tel que savent bien le faire les organisations trotskistes,

Sam est militant du groupe Durruti de la FA et de la CNT-Education à Lyon.

type LCR) qui ne saurait être à mon sens acceptable dans une perspective anarchiste. C'est-à-dire qu'il n'est pas question pour les militant(e)s anarchistes de rechercher des postes de pouvoir au sein des syndicats. La mesure de l'influence des idées et pratiques anarchistes se fait par leur usage effectif et non par la présence des militant(e)s anarchistes dans l'appareil, ce qui n'a la plupart du temps comme résultat que de décrédibiliser ceux-ci. Nous savons que ce sont les effets de structure (État, bureaucratie, autoritarisme, culture d'organisation, patriarcat) qui créent les dérives plutôt que le caractère crapuleux ou non de tel ou tel individu. C'est en cela que l'on peut expliquer que nombre de militants révolutionnaires sincères sont devenus ou peuvent devenir des bureaucrates finis ou exercer des postes de pouvoir, comme l'ont montré de nombreuses expériences historiques. Dès lors, c'est dans le fonctionnement collectif et ses modalités que l'on se donne des garanties en terme de démocratie directe et de contrôle par la base. Les anarchistes qui fustigent les positions de pouvoir et les positions bureaucratiques hors des syndicats et qui, au sein de ces organisations, oublient la question de la révocabilité des mandats, de la rotation des tâches, qui occupent des positions de pouvoir sans ces garanties, qui se font payer pour militer (permanents), en oubliant par cela qu'ils renforcent l'attitude délégitimée, devraient se poser quelques questions. L'organisation syndicale est-elle un monde à part? Elle ne saurait l'être en ce qui concerne la pratique démocratique directe et fédéraliste. Le caractère pédagogique des luttes se résume, pour des militants anarchistes révolutionnaires, à deux choses : qu'elles soient des espaces d'auto-organisation et de mise en pratique de la démocratie directe, et qu'elles soient porteuses (ou que nous y valorisons) de revendications de rupture, celles qui portent la critique en acte des systèmes capitaliste, étatique et patriarcal, celles qui permettent une prise de conscience par les opprimé(e)s (pour le syndicalisme, une prise de conscience de classe, etc.), de la nécessaire remise en question de la globalité de ces systèmes et du lien étroit entre leur sort, leurs situations concrètes, économiques, politiques et sociales et des systèmes de domination. C'est cela et rien d'autre (pratique de la démocratie directe, de l'action directe, perspective de rupture et révolutionnaire) qui fonde le caractère anarchiste d'une intervention dans les luttes sociales. C'est cette perspective qui permet d'appréhender le lien entre luttes sociales actuelles et développement d'un mouvement et de perspectives révolutionnaires libertaires, c'est-à-dire qui ne soient pas le fait d'une avant-garde mais qui transforment les rapports sociaux par une participation de masse des populations à la pratique et à l'élaboration politique (refus de la domination et de la pratique délégitimée dans les champs politiques économiques et sociaux).

Non aux élections professionnelles

La critique reste valable également pour les élections professionnelles : l'absence de démocratie que nous évoquons quant à la « démocratie » représentative est valable pour le champ de la prétendue « démocratie sociale » évoquée par les gouvernements comme par le Medef. Notre critique découle dans le champ politique des deux éléments que sont l'absence de contrôle des mandats de révocabilité, de vote sur des gens et non sur des perspectives politiques, d'une part, et, d'autre part, le marché de dupe que constitue le terme de « démocratie » appliquée dans le cadre d'une société capitaliste et patriarcale où les rapports de classes et les rapports de genre, bref la dissymétrie des rapports sociaux, implique dans les faits l'impossibilité de donner une image réelle du concret, car la démocratie vraie ne saurait exister que dans le cadre de l'égalité économique, politique et sociale.

Qu'y a-t-il de différent dans le monde du travail. Ces deux éléments de critique s'y appliquent? Dès lors, rien ne justifie la participation aux élections professionnelles. Appelons à leur boycott, sauf en cas de répression anti-syndicale et dans des cas strictement contrôlés, dans le but de préserver les militant(e)s. Elles permettent d'avoir des infos disent certains. Certes, mais à quel prix? Reste la question de la représentativité. Avons-nous oublié que nous dénonçons au gouvernement le droit de légiférer sur les formes que prend ou doit prendre l'organisation de la défense des intérêts des classes opprimées? Luttons pour l'abrogation des lois iniques qui réglementent la représentativité des organisations syndicales sur des critères fallacieux. Substituons à la représentativité le rapport de force réel.

Diffuser l'information

Imposons le respect des statuts, c'est-à-dire du fédéralisme. Si donc, à mon sens, l'intervention au sein des organisations syndicales réformistes se défend, justifiée par leur caractère de masse, elle se défend parce qu'elle reste dans le cadre d'un syndicalisme de base, qui refuse les pratiques de fraction et la cogestion des syndicats avec les bureaucraties réformistes. « Monter » dans ces syndicats, en l'absence d'une réelle démocratie interne, signifie à terme l'intégration, la déconnexion d'avec la « base » et ses réalités sociales, la perte de l'identité et du respect des pratiques libertaires. Reste que dans la plupart des confédérations, le double fédéralisme et la notion de contrôle des mandats existent dans les statuts. Il faut donc lutter pour les faire appliquer, ce que font de nombreux militants libertaires dans les syndicats. Reste à favoriser les convergences à la base sur des perspectives possible de rupture, à regrouper les sections les plus combatives en tissant des réseaux intersyndicaux, car la non-diffusion de l'information joue un rôle important dans la bureaucratisation et son auto-entretien. C'est à cela que travaille par exemple la Lettre des militant(e)s

syndicalistes libertaires par exemple, ou (sur des bases plus larges que l'identité libertaire) l'École émancipée dans l'éducation. C'est à cela que pourrait travailler des collectifs syndicalistes sur le modèle des Cobas italiens.

Construire la CNT

Enfin, le deuxième type d'intervention anarchiste dans les syndicats peut se faire au sein de l'organisation syndicale anarchosyndicaliste et syndicaliste révolutionnaire, la CNT. Il s'agit de développer sur les lieux de travail un syndicalisme d'action directe, visible comme tel, sans passer par le cadre d'un syndicat réformiste. C'est un travail de longue haleine, qui se heurte souvent à la contestation de la représentativité, contestée tant par le patronat que par certains autres syndicats (voir le procès patrons-CFDT contre la CNT La Redoute). Mais ce qui importe fondamentalement c'est la « représentativité » réelle auprès des salariés, c'est-à-dire leur reconnaissance, la représentativité légale étant certes importante, mais beaucoup moins. Si celle-ci est encore à la mesure de la petite taille du syndicat, elle ne cesse de se développer là où la CNT est présente, notamment dans les secteurs les plus précaires comme le prouve la syndicalisation de six McDo parisiens à la CNT et le développement du syndicat du nettoyage, la présence de la CNT auprès des précaires dans l'Éducation nationale, le développement du syndicat du bâtiment, etc. Gage d'un avenir encourageant, si la CNT garde le cap, notamment en ce qui concerne les élections professionnelles, qui sont un élément essentiel de la bureaucratisation du syndicalisme et de sa conséquence visible, l'inversement du rapport de force de classe du fait de l'évolution vers une pratique qui privilégie le virtuel (négociation sans rapport de force, encartage, militantisme payé) au réel (développement d'une pratique collective, action directe).

La CNT est un outil indispensable dans la recomposition du syndicalisme, et peut jouer le rôle (elle le joue déjà en partie dans certains secteurs) de point de mire sur le chemin de la recomposition d'une confédération qui pratique le syndicalisme d'action directe, syndicalisme révolutionnaire ou anarchosyndicaliste. Les anarchistes ont toutes les raisons de favoriser cette émergence. Les anarchistes ont toutes les raisons de continuer à s'investir dans les syndicats ou s'ils ne l'ont pas fait déjà, de faire le choix de s'y investir, car ceux-ci sont un lieu de diffusion de pratiques d'auto-organisation et de pratiques d'action et de gestion directe. Nombreux sont les camarades qui sont éparpillés. Nous gagnerions à développer des moyens de faire circuler les informations, comme Militants syndicalistes libertaires, nous gagnerions à donner une visibilité à ces pratiques, mais sans entrer dans une logique fractionniste, en s'adressant à l'ensemble des travailleurs et travailleuses, en activité ou non, qui partagent cette perspective sans forcément s'attacher à l'étiquette qui en l'occurrence importe peu si les pratiques suivent. 5.

Roms de Montreuil

pas de liberté sans solidarité !

CENT CINQUANTE ROMS de Roumanie sont installés à Montreuil depuis septembre 2001 (deux articles sont déjà parus dans le *Monde libertaire*). Ils occupent un bâtiment du ministère de l'Agriculture inoccupé depuis plusieurs années. Le collectif de soutien, créé il y a bientôt un an, a paré et continue de le faire, aux urgences humanitaires (hospitalisations, vaccinations, scolarisations, interventions dans les commissariats, etc.) et administratives (demandes d'asile, démarches en préfecture). Nous servons aussi d'intermédiaires vis-à-vis des autorités locales ou territoriales (Ddass, préfecture, mairie), tout simplement parce que les Roms ne parlent pas bien français mais aussi pour des raisons de défiance. Nous tentons de faire aboutir des projets d'insertion professionnelle (stages, promesse d'embauche) en vue d'entamer des processus de régularisation. Aujourd'hui, le squat serait à peu près stabilisé s'il n'y avait la menace d'une expulsion au printemps prochain pour

cause d'occupation illégale mais aussi sous les coups de boutoir de la détermination sarkozienne à l'encontre de tous les Roms de Roumanie installés en France.

Le collectif peut surmonter des difficultés locales mais n'a pas les moyens de s'opposer à la menace Sarko. C'est pourquoi, les Roms de Montreuil en association avec le collectif de soutien, organisent une fête de solidarité le samedi 8 février prochain : pour la libre circulation, le droit d'installation, l'égalité sociale et économique !

Nada

groupe de Montreuil

P-S.: Nous remercions les lectrices et lecteurs du *Monde Libertaire* pour leur solidarité financière. Les fonds collectés nous ont permis une mise de départ pour la préparation de la fête, qui devrait démultiplier nos moyens financiers. Une procédure d'appel concernant le jugement d'expulsion est en cours.

Contre les lois sécuritaires

- parce que Sarkozy a choisi d'en faire les boucs émissaires de sa politique sécuritaire;
- parce que les charters n'ont jamais rien réglé en termes d'immigration;
- parce que la communauté européenne feint d'admettre la Roumanie dans le cercle des pays démocratiques et leur refuse l'asile territorial;
- parce que les Roms de Roumanie n'ont aucun avenir en Roumanie;
- parce que leur passeport est confisqué par l'État roumain pour cinq ans à leur retour;
- parce que l'État roumain leur promet la prison s'ils se livrent à la mendicité;
- parce que n'ont pas d'autre recours que la mendicité;
- et parce qu'ils fuient les discriminations roumaines et retrouvent la répression française et européenne...

Grande fête de solidarité avec les Roms de Roumanie

le samedi 8 février 2003
de 17 heures à minuit

à la Maison de l'Arbre, chez Armand Gatti
9, rue François-Debergue
93100 Montreuil
M^o Croix-de-Chavaux

Buffet, musique, tables de presse, vidéos, contacts avec les collectifs de soutien de l'Île-de-France. Paf libre mais bienvenue.

Stop à l'injustice, à l'arbitraire et aux inégalités! Pour la libre circulation des personnes, pour l'accès au travail, à l'école, au logement, et aux soins.

Collectif de soutien aux Roms de Montreuil
soutenu par MDM, LDH, DAL,
Forum libertaire montreuillois
G10 Solidaires,
Montreuil ville ouverte,
Attac, les Verts, la LCR,
No pasaran,
l'association Kyrielle
et des Montreuillois.

c/o la Ligue des droits de l'homme
35, av. de la Résistance
93100 Montreuil
romsdemontreuil.free.fr



Photo: Daniel Maunoury

Entretien avec Lucas Belvaux

propos recueillis
par Heike Hurst

Heike Hurst: Quelle était ton idée de départ ?

Lucas Belvaux: Ce projet, c'est à la fois un film sur trois couples et trois films sur six personnages... ce sont des trajectoires qui se croisent. L'idée de départ, c'était de prendre des personnages secondaires et d'en faire des personnages principaux. Je suis extrêmement content, c'est une espèce de ravissement de l'avoir fait. Ce travail m'a pris huit ans : puis six mois de tournage, neuf mois de postproduction, en tout, dix ans de ma vie !

Heike Hurst: dans *Cavale*, ce terroriste, gauchiste radical, il sort d'où ?

Lucas Belvaux: En fait, le groupe le plus proche, ce serait Action directe, branche lyonnaise. Encore une fois, ce personnage ne représente que lui-même. Il est plus dans une logique sectaire que dans une logique politique. Il est dans une révolte absolue et non dans une logique de construction.

Heike Hurst: Vous montrez l'échec d'un groupuscule ?

Lucas Belvaux: C'est l'échec d'une société tout entière qui a généré ça. C'est l'échec de la société du premier couple de la comédie bourgeoise, intitulée *Un couple épatant*. Le deuxième film, *Cavale*, raconte l'échec de ce qui a été la réaction à cette société. Et le troisième, *Après la vie*, l'échec de cette même société. Ce dernier, le mélo, c'est ce qu'il y a de plus intime, ce qui nous relie au plus profond. Ce que je voulais raconter, c'est qu'on peut être extrêmement violent, extrêmement dur, très clivé dans sa tête et dans son discours et, en même temps, être un être humain aimable, digne d'amour, d'affection et de respect. *Après la vie*, profite, forcément, des deux autres films. Le récit y est beaucoup plus libre, les personnages peuvent être plus complexes, car ce qui est purement du récit, on l'a raconté avant.

Heike Hurst: Une sorte de leçon ? Que le spectateur ne se cantonne pas dans le cliché « sale flic » ?

Lucas Belvaux: C'est une façon de voir les choses, je suis aussi comme ça. On rencontre quelqu'un, dans une soirée, dans un repas, dans un bistrot, on se dit quel crétin celui-là, on ne sait pas ce qu'il vit, et voilà, les destins se croisent sans rien échanger. Avec les trois films, on peut avoir cette idée d'échange permanent, nécessaire et indispensable dont on se prive très souvent. Pour en revenir au policier, ce n'est pas un hasard que ce soit un personnage du troisième film. Je pense que sa position de policier donne un regard extrêmement large sur les choses et extrêmement précis sur la complexité et les paradoxes d'une société.

Heike Hurst: Le rôle des polices parallèles ou barbouzes ?

Lucas Belvaux: Ce n'est pas une police parallèle, ce sont des voyous. À partir du moment où les gens ont des armes, ce sont les armes qui parlent, ce ne sont plus les gens. Nous sommes dans un monde où les politiques qui devraient diriger le monde ne sont plus des politiques. L'économie officielle qui nous dirige n'est pas très éloignée des économies souterraines, des trafics d'argent sale par exemple. En fait, ce qui devrait être une

démocratie, ce qu'on nous présente comme des États démocratiques sont des États qui le sont de moins en moins. À terme, c'est effectivement la loi des armes et la loi du plus fort.

Heike Hurst: Vous créez une fascination pour le personnage principal de *Cavale*...

Lucas Belvaux: Oui, il est très armé, il sait faire des papiers d'identité, des fausses plaques, ce qui ne demande pas des capacités particulières. Mais il est très seul et il a beau savoir faire tout cela, ça ne mène à rien. Ce qui est vraiment fascinant à interroger, c'est la personne qui arrive à faire lever les foules. Ce n'est pas celui qui sait se servir d'une arme. Le principe d'une arme, c'est que n'importe quel crétin sait s'en servir. Il suffit de voir une armée. On ne demande pas aux soldats d'être particulièrement intelligents. Ce qui m'inquiète, finalement, c'est à quel point son discours trouve un écho aujourd'hui. Quand je l'ai écrit, je sais qu'on peut avoir une certaine empathie... parce qu'il est seul. Ce qu'il dit n'est pas complètement absurde, c'est ce qu'on pense le matin quand on écoute les informations. En même temps, les moyens mis en œuvre sont extrêmement dangereux.

Heike Hurst: Vous le faites mourir, l'arme à la main !

Lucas Belvaux: Il meurt. C'est ce que je voulais faire, qu'il meure comme un homme et pas comme un voyou. Avec tous les personnages, j'ai essayé qu'ils aient une fin digne. Ce n'est pas la plus heureuse, ce n'est pas la pire non plus. Je ne lui refuse pas une sorte de compassion, il y a droit, le spectateur aussi. Et puis il y a le côté symbolique de la chose, l'idée de glaciation. C'est une disparition plus qu'une mort.

Heike Hurst: Ce que vous dites sur la drogue, est impressionnant...

Lucas Belvaux: C'est un couple très paradoxal, le film s'appelle *Après la vie* parce qu'il y a aussi quelque chose de morbide dans leur relation. C'est un couple qui ne vit plus. Chacun survit grâce à l'autre. C'est l'histoire d'une reconstruction. Autant le film précédent, c'est la fin d'une époque, d'une idée, d'une utopie, celui-ci, c'est la renaissance de deux individus.

À la fin, ils s'en sortent, c'est à la fois leur grandeur, leur beauté et ce qu'ils ont de dérisoire. Il n'y a rien d'autre que la condition d'être humain. En France, une espèce d'hypocrisie absolue règne par rapport à la drogue. On ne peut même pas parler de la dépénalisation, c'est extrêmement frileux, il faudrait parler de légalisation. Si on la vendait en pharmacie, ça poserait dix fois moins de problèmes que ce qu'on vit maintenant. Il y a eu des expériences, en Suisse et en Hollande, et la distribution de la drogue a permis de resocialiser un tas de gens et de leur éviter des maladies.

Quand on sait avec quoi les gens se shootent ou ce qu'ils sniffent, c'est invraisemblable. L'héroïne qu'on trouve à Paris est coupée à 95 % avec de l'Ajax, avec du plâtre, avec n'importe quoi. Tout le monde s'en fout, sous prétexte que c'est la marge. C'est aberrant, c'est un déni d'humanité absolu. J'avais aussi envie de parler de ça. Ce n'est pas un film sur la drogue, c'est un film sur le manque et sur la souffrance. Est-ce qu'on a le droit de faire souffrir les gens ?

le triptyque de Lucas Belvaux :
Un couple épatant, Cavale et Après la vie.

les vérités, modes d'emploi

UNE COMÉDIE, un thriller politique et une tragédie, l'histoire de trois couples formant une écriture cinématographique ambitieuse, à déguster à volonté dans l'ordre qu'inspirera votre humeur du moment¹.

Au début fut le verbe: *Cavale*, donne un portrait lucide de la génération des militants gauchistes, à travers un « terroriste ordinaire » Bruno Le Roux² (Lucas Belvaux) qui s'évade après quinze ans de prison, le temps a passé et il se retrouve bien seul dans la lutte, s'entame pour lui une fuite en avant. Catherine Frot y campe le rôle de Jeanne, rattrapée par son passé de militante, avec une rare subtilité.

Après la vie est le joyau noir de la trilogie, le plus chargé en émotion. Il dépeint la coexistence d'un couple atypique: Pascal interprété avec gravité par Gilbert Melki, flic acheté par un mafieux, ancien gauchiste et dealer, et Agnès par Dominique Blanc, superbe dans une composition difficile et à facettes, d'une prof le jour et morphinomane la nuit. Il refuse de lui balancer Le Roux, plongeant sa femme dans la souffrance du manque.

Enfin on jubile au burlesque frénétique, subtil et réglé comme du papier à musique d'Un couple épatant. Alain, (François Morel), cache sa maladie à Cécile, (Ornela Muti), qui se croyant trompée demande à Pascal de découvrir la vérité. Quand un paranoïaque et une jalouse mélangent leurs peurs respectives, cela donne un vaudeville disjoncté et absurde.

Trois films rondement menés, mais ce qui fait surtout l'événement, c'est le projet théorique qui sous-tend cette trilogie.

Entre convention et invention

Que deviennent les personnages secondaires d'un film, quand ils entrent dans un autre? Qu'est-ce qui fait qu'une même séquence peut être drôle dans un film et dramatique dans un autre? Bousculer la vision linéaire de la trilogie, apporte-elle un supplément de sens?

Pour répondre à ces questions, Lucas Belvaux applique la classique règle de l'unité, dans un même lieu, au même moment, avec les mêmes personnages, mais subverti³ par l'ordre de vision du spectateur, les registres différents et les protagonistes tantôt principaux, tantôt secondaires qui se croisent et se séparent pour continuer leurs propres trajectoires.

On voit comment une même scène a été vécue par les différents protagonistes, on la comprend différemment et parfois même on hésite à la reconnaître, tant le traitement, le contexte, le registre du film, l'angle de vue ou d'écoute qui peut la présenter tronquée, le montage, la mise en scène, le moment où elle est placée, peut la rendre nouvelle. On peut être à la place de celui qui sait et de celui qui ne comprend pas, de celui qui va agir et de celui qui va subir...

C'est que Lucas Belvaux manie le pinceau par différentes touches, tantôt en superposition de couches bien distinctes, offrant aussi bien la transparence de l'aquarelle que l'opacité de la gouache, mêlant une couche à la précédente, pour en former une singulière, parfois annihilant la première par l'ajout d'une autre, mais l'œil du spectateur entraîné capte parfois une trace, un détail



La bande des quatre: Anne Wiazemsky, Jean-Pierre Léaud, Juliette Berto dans *la Chinoise*; de Godard; il manque Michel Semeniako.

par endroit, comme une réminiscence ou une mise en garde.

D'un film à l'autre un détail peut changer le déroulement d'une des histoires, qui paraissent pourtant inéluctable! Comme si cette vue d'ensemble entremêlée permettait aux personnages de revivre les situations, dans un espace temps suspendu, comme une nouvelle vérité « libérée de toutes entraves ».

Vérités, mensonges et représentations...

Forment les différentes facettes de cette trilogie, selon les volontés et potentialités de chacun des personnages, l'espace, le temps, les films et leurs genres, les présupposés, les interprétations, l'imbrication des différentes couches et l'implication du spectateur.

Chacun est tour à tour...

– En représentations comme le sont les actes de Bruno qui se substitue à lui, comme Agnès qui joue sur l'estrade, son rôle de prof, comme la scène du débat sur la drogue où chacun est à sa place assignée, tient son discours attendu: le méchant flic, le médecin aidant et les profs de gauche;

– En mensonges pour ne pas faire mal, pour sauver la personne qu'on aime malgré elle, pour ne pas se perdre, pour pouvoir survivre, pour ne pas affronter... la vérité;

– En vérités, les siennes, celles de l'autre, des autres, cachées ou déclarées.

Peut-on se fier à ce que l'on voit, à ce que l'on croit? Toute vérité est-elle bonne à dire, montrer, voir, entendre? À trop chercher la vérité ne la perd-on pas, ne se perd-on pas? La vérité est-elle importante pour elle-même

ou pour ce que l'on en fait? La vérité dépend-elle des priorités que l'on se donne? Cette trilogie offre plusieurs pistes aux personnages et au spectateur.

Quant à l'approche militante, comment s'accommode-t-elle de la vérité qui dérange? En remettant en cause les présupposés, ou en mettant de l'eau dans son vin, ou en n'oubliant jamais qu'il y a des priorités et des rôles sociaux bien établis – et comme le dit un air bien connu « C'est reculer que d'être stationnaire, on le devient de trop philosopher » – ou bien encore en avalant des couleuvres avec du pain sec et de l'eau claire? Garder son idéal intact, n'est-ce pas risquer de porter des ceillères et de ne voir que ce que l'on veut bien voir, ou par le seul prisme de sa théorie?

La solution serait-elle donc ailleurs, comme dans ces livres d'images où l'œil exercé peut en fixant un détail d'un tableau et en le dépassant atteindre une autre, une autre vérité?

Sylvie Di Costanzo

1. Pour en savoir plus: les Cahiers du cinéma de janvier proposent un entretien très intéressant avec l'auteur et l'édition des scénarios.

2. Clin d'œil à Hervé Le Roux, auteur de *Reprise*, avec qui, il a joué dans *On appelle ça... le printemps*? À noter dans le DVD, un doc sur la grève à l'usine de Vilvoorde.

3. Déjà dans son précédent film *Pour rire!* il prenait un malin plaisir à redistribuer les cartes et à inverser les clichés du vaudeville.

4. Dilemme qui échoit à Anémone dans *Pas très catholique* de Tony Marshall, quand ses convictions et sa quête de vérité et de justice risquent de toucher un de ses proches.

5. Comme Caroline Ducey dans *La cage* d'Alain Raouss se confronte à la vérité des autres pour interroger son acte.



Faussaires du genre humain

Roger Dadoun

RÊVER, DISENT-ILS, donnons-leur du rêve, disent les maîtres des lieux; oui, donnez-nous du rêve, implorerait l'émoustillé Pipol (« people », « les gens », le public) – et le Réel s'efface dans l'embrouille des discours, l'embrouillamini des images, et bandes organisées, financières, politiques, culturelles, médiatiques, de poursuivre à l'enseigne d'une « transparence » rigolarde grotesquement voilée leurs realpolitikardes et redoutables manipulations, croupiers raflant à grasses râtelées les mises, comme cela se voit, aveuglément, comme cela se sait, indubitablement.

L'aman ou la manne

Sous le titre « Jusqu'ou, jusqu'à quand? », un récent numéro du *Monde libertaire* (n° 1297, 14-20 novembre 2002) évoquait les « cumuls mafieux » qui régissent l'organisation et la distribution des pouvoirs à la télévision (et ailleurs, pour sûr), marquées par la voracité des « possédants » (producteurs-animateurs-présentateurs au service des

donneurs d'ordre et de manne) fonctionnant désormais en circuits fermés, afin que nul outsider ne puisse leur disputer la moindre parcelle de leur pouvoir-profit.

Or, justement, en quête d'un premier « signe fort » annonçant la couleur de l'an neuf, on ne pouvait rêver mieux, comme illustration, icône et symbole saisissants et spectaculaires de la concentration forcenée et obscène de tous les pouvoirs entre les mains de groupes organisés, que l'exhibition sur France 2, pour la soirée réveillonesque, d'un quarteron de vedettes médiatiques figurant avec modestie, morgue et sans vergogne l'équivalent d'une « bande des 4 »: quatre producteurs-animateurs qui se partagent une part énorme du « champ » (gâteau) télévisuel public, soit, confraternellement lancés relancés par l'incontournable spécialiste des lancements tous azimuts, porte-avions inclus, Michel Drucker, ses incontournables compères Thierry Ardisson, Jean-Luc Delarue, Laurent Ruquier. Aurait pu,

avec
cette r
cacod
« Mic
torer
« Mar
au har
l'« an
de co
jeune
« Thie
lippe
reluire
sait, ta
fêtes
polici
luias l
gna st
bisou-
sponta
faire
replaq

D'un

Pourq
fice pr
cheval
bien e
on se
fleurs,
l'autre
nomm
revoit
meille
clonic
l'« ass
stars
fort!)
rusée,
quatre
reflet,
nuée,
interp
griller
d'hum
nos «
fuse d
oui, p
métier
jaunâ

Il
tiaire
« Rév
destin
les fou
se las
Monsi
chestr
annon
motio
deme
vedett
Frustr
à rédu
toujou
d'agre
rare, r

avec autres, manquer à l'appel, pour cette mise en Cène d'incontournables, le cacodylique Marc-Olivier Fogiel – si « Michel » ne s'était empressé d'expectorer de son micro phallique le nom du « Marco » en question, perche tendue au hargneux Ardisson pour qu'il donne l'« aman » (le pardon – bonne manière de conserver la manne entre soi) au jeune loup qui voulut, gémit « Thierry », singer hardi son tee-shirt, sa lippe en pot ou sa brosse à dent et à reluire. La tête de l'année est, comme on sait, tapissée d'embrassades, « bisous », fêtes dans le monde (sous protection policière) comme s'en louèrent en alleluias les chaînes, mais comme en témoignait surtout, petite échelle, l'émouvant bisou-bis que « Jean-Luc » – ah ! cette spontanée torsion des cervicales, à vous faire monter les larmes aux yeux – replaqua sur la joue à « Michel ».

D'un rire jaunâtre

Pourquoi, hors l'appât des primes (bénéfice primaire), un tel carré d'as jouant les chevaliers recasés en table ronde ? Voici, bien en évidence, le bénéfice secondaire : on se congratule, on s'envoie bisous et fleurs, on s'admire et se mire l'un dans l'autre en composant ces bouquets qu'on nomme « best of », où chacun se voit se revoit comme étant le « best », le meilleur – jeu de miroirs narcissiques et cloniques, rompu, pour éviter l'« assez ! », par quelques prestations de stars qu'au signal « on applaudit bien fort ! ». Mais voyez comme l'image est rusée, retorse : des reflets puissance quatre, cela donne du reflet de reflet de reflet, cela fait brouillard, nébuleuse, nuée, vent, vide ; et, eux accoutumés à interpeller, titiller, harceler, couper, coller, griller, du haut ou bas de leur Olympe, d'humbles ou notoires « invités », voici nos « pros » qui laissent l'impression diffuse d'un guindé serrement de fesses ; ah oui, pour rire ils rient à pleine denture, le métier veut ça – mais d'un rire résonnant jaunâtre.

Ils perdent du coup le bénéfice tertiaire escompté de l'opération « Réveillon », avec son compte à rebours destiné, 0 rebondissant sur 3, à allumer les foudres. Il faut croire qu'à la longue on se lasse de faire le Maître Jacques, le Monsieur Loyal, de mimer chef d'orchestre ou de salle, de servir le brouet, annoncer, interroger, commenter, promouvoir, flagorner les autres – qui demeurent, « en fait », les « vraies » vedettes, surtout si elles sont vraies. Frustration profonde, que ne parviennent à réduire ni la gloriole du « m'as-tu vu » toujours recommencé, ni la posture d'agressivité, cynisme, mépris ou, plus rare, réelle estime à l'égard des autres –

comment la surmonter ou compenser, sinon en occupant à son tour la place de l'autre, en s'érigeant soi-même vedette invitée louangée ? On peut, pour cela, jouer, hors du cercle, sa chance à la chansonnette, à la dansette, à l'amusette, à la littératurette – mais cela demande un peu plus de désir et pas mal de travail et d'abnégation (oh !). Or, time is money, ils le savent mieux que personne, et calculé à la seconde près. Le mieux, le plus rapide, le plus sûr, est donc de s'inviter mutuellement, à toute occase. D'où le coup du Réveillon : quatre coups d'un seul. Pli pris, on n'y coupera plus – et le jour viendra, déjà se lève, où, se ménageant, principe de précaution, une petite réserve d'invités et assistants maison, alignant une ou deux rangées de spectateurs-potiches, les producteurs-animateurs-présentateurs se produiront s'animeront se présenteront l'un l'autre en faisant de leurs propres émissions la matière d'autres et mêmes émissions. Avatar du mythique Ouroboros qui se mord la queue (se nourrit de soi, se féconde lui-même), voici venu le temps de la télé « à la mords-nous le nœud ».

Industrie du faux

La personne des pros ici désignés importe peu. Importe en revanche, au plus haut point, l'entreprise dont ils sont les relais, bénéficiaires, agents zélés et maîtres-d'œuvre : entreprise d'abêtissement, décervelage, dégradation et pollution de l'imaginaire (marée rose d'images déposant leurs galettes d'insinuations), de l'émotion (larmoiements, bisouillis, pathos) et de la pensée (deux mots pour tout savoir sur tout) dont il y a peu d'équivalent – sauf à invoquer l'assommoir psychique (physique aussi) typique des régimes totalitaires décrits par Orwell dans 1984, si actuel que « Big Brother » – lui-même, pour vous servir – aujourd'hui trône à la télévision. Entreprise totalitaire : elle prétend couvrir tout le champ des réalités et créations humaines – livres, films, pensées, arts, société, politique, sciences, religions, existences, traités de manière telle que leur substance intime, le labeur réel, individuel et collectif, qui les sous-tend, les nécessités vitales auxquels ils répondent, sont mis au rancart, submergés par les flux de vulgarités, frivolités, vanes et vanités, mercantilismes, aplatissements, obscénités, etc. À l'image de ces entreprises asiatiques qui fabriquent et exportent des copies et faux en tous genres, la machine télévisuelle, mettant le grappin sur l'entière condition humaine, fonctionne massivement comme industrie du faux – le tragique étant que c'est le genre humain comme tel que les faussaires manipulent et trafiquent. R.D.



Ouroboros

agenda



Jeudi 30 janvier
Rouen

L'insoumise vous entraîne au cinéma : *Danger Travail* film de Pierre Carles et Stéphane Goxe. *Un autre discours sur le travail*, composé d'entretiens avec des déserteurs du monde du travail et d'extraits de film décrivant la violence de la vie dite active, Projection-débat avec l'un des réalisateurs du film à 20h30 au cinéma le Melville, 75, rue du Général-Leclerc. Entrée 5 euros

Renseignements :
Confédération paysanne de l'Aude 0468698651 ou par courrier électronique : jfcont@wanadoo.fr

Saint Claude (39)

Conférence sur l'Anarchisme, un projet social à 21 heures, à la maison du Peuple, rue de la Poyat.

1^{er} et 2 février

Fête du Combat syndicaliste à la Parole errante, 9, rue François-Debergue (M^o Croix-de-Chavaux, Ligne 9).

Montreuil

Vendredi 31 janvier

L'athénée libertaire organise un concert hardcore avec Man kind à 19 heures au 7, rue du Muguet.

Bordeaux

Procès en appel des dix de Valence (OGM), dont cinq personnes condamnées à des peines allant de trois à six mois fermes.

Grenoble

Paris 18^e

La Rue organise une rencontre-débat *Les anarchistes face à la culture en milieu rural* avec Dominique Lestrat à 16 heures à la Rue, 10, rue Robert-Planquette.

Mardi 4 février

Le groupe d'Ivry de la FA organise une réunion-débat *Guerre ou révolution : en Irak comme ailleurs, le capitalisme c'est la guerre. Pour en finir avec la guerre, il faut en finir avec le capitalisme* avec la participation de Claude Guillon, à 20 heures au Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès (M^o Pierre-Curie ou Porte d'Ivry).

Ivry-sur-Seine

Vendredi 7 février

Non aux lois liberticides, non aux politiques sécuritaires / Meeting à 20h30, salle Sainte-Croix-des-Pelletiers, organisé par le Collectif de défense des

Rouen

Mardi 11 février

Rouen

punk), Sons de Lucha (oi punk), Hors Contrôle (oi), Three Muckrakers S. E. (ska rocksteady). Par 4 euros. A 20 heures, boulevard de Chicago.

Les queuoirs du Passé-Théâtre, soirée poésie avec Roberto San Geronzo à 20h30 à la librairie l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

Samedi 15 février

Nantes

La commission antiprobhibition FA et le CIRC organisent un repas de soutien et une fête cannabique antiprobhibition à l'Atelier, 17, rue Bellamy. Deux euros l'assiette. Un débat autour du cannabis et des drogues aura lieu le 14 février.

Dimanche 23 février

Bruxelles

Festival des résistances au centre fermé 127 bis. Rendez-vous à 13 heures gare du Midi (Bruxelles), à 14 heures, rassemblement place du village de Nossegem; à 15 heures, départ de la manifestation.

libertés fondamentales auquel participe le groupe de Rouen de la Fédération anarchiste

Samedi 8 février

Le groupe Sacco-Vanzetti de la FA organise une conférence-débat *Nucléaire : sortir ou repartir?* avec José Oriá et Nicolas Depret, militants du réseau Sortir du nucléaire à 20h30 au 1bis, rue Émilie.

Chelles

Marseille

La Rue organise une rencontre-débat *Le rôle de l'écrivain aujourd'hui* avec Thierry Maricourt à 16 heures à la Rue, 10, rue Robert-Planquette.

Paris 18^e

Dijon

Concert à l'espace autogéré des fermières avec Brixton Cat (street

Radio libertaire

Judi 30 janvier

Radio cartable: à 14 heures, une équipe de CM2 de l'école Maurice-Thorez A présente et anime l'émission.

Si vis pacem: à 18 heures, les femmes et l'armée professionnelle: une fausse émancipation. Les violences sexuelles restent des armes de guerre.

Vendredi 31 janvier

Enjoy polar: à 12 heures, Francis Zamponi avec *Vendetta Corsa*.

Samedi 1^{er} février

Bulles noires: à 17 heures, avec Jean-Paul Jennequin, historien de la bande dessinée, traducteur d'œuvres importantes (*From Hell*, *Hicksville*, *Un monde de différence*, etc.). Auteur d'une Histoire du comic-book américain, des origines à 1954 (tome 1) qui vient de paraître aux éditions Vertige Graphic.

Dimanche 2 février

Chants/Contrechamps: à 15h30, interview du réalisateur chinois Jia Zhang-Ke pour la sortie de son film *Plaisirs inconnus*, avec la présence d'Alain Wodrascka pour la publication d'une biographie de Claude Nougaro « Souffleur de vers ».

Lundi 3 février

Ondes de choc: de 15h00 à 18h00 Mathieu Boogaerts (chanteur) et Lilian Bathelot seront les invités pour le Rire d'Olga paru chez *Métallix* ainsi que d'autres invités selon l'actualité de la semaine.

Mercredi 5 février

Blues en liberté: Lonnie Brooks, de la Louisiane à Chicago.

Judi 6 février

Clin d'œil: à 8h30, le Droit à mourir dignement avec la présidente de l'association.

89,4 MHz
en région parisienne

Dernière minute

Comment ça a fumé à Rennes

CE SAMEDI 25 JANVIER, le collectif ne plus subir dont fait partie le groupe la Commune de Rennes de la Fédération anarchiste, ainsi que des ravers et raveuses, ont appelé à une manifestation contre les lois sécuritaires (LSI, LSQ) à Rennes place de la Mairie, ces lois étant la réponse aux régressions sociales organisées par les tenants des pouvoirs économiques et politiques. De nombreux camarades de l'UR se sont joint(e)s à cette manifestation.

Non leurrés par l'argumentaire médiatique et politicien qui vise à masquer que l'insécurité c'est le capitalisme, plus de deux mille personnes se sont rassemblées à cette occasion: teufeur et teufuses, squatteurs et squatteuses, anarchistes, libertaires, etc. Dans son journal télévisé du soir, le média bourgeois a comme d'habitude minimisé la mobilisation: 700 personnes. Pas de commentaires (nous étions sans doute au moins 2000). La manifestation est passée symboliquement devant le consulat américain pour marquer l'opposition à la guerre, le commissariat de police au slogan de « police partout, justice nulle part », « l'État opprime, la police réprime » Puis successivement, nous sommes passé-e-s devant le tribunal administratif, la préfecture, la presse bourgeoise et cléricale *Ouest-France* pour finir de nouveau à la mairie. La présence policière ne s'est pas fait sentir tout de suite; les cars de CRS, gardes mobiles et autres matraqueurs et matraqueuses étaient à distance.

À l'arrivée de la manifestation sur la place de la Mairie et après quelques heures de présence festive (théâtre de rue, jonglage, cracheurs-euses de feu, etc.), l'intelligentsia de

la police a décrété un ultimatum à 20 heures pour la dispersion de la fête de rue.

À l'heure dite, malgré le calme du rassemblement festif, les forces de l'ordre se sont placées en ligne et ont commencé à charger une première fois. La résistance à cette provocation policière s'est mise en place rapidement selon les moyens sous la main. Hors de la place, derrière leur ligne, ils et elles ont allégrement arrosé de fumigènes lacrymogènes la rue devant. Les manifestant(e)s leur rendant la politesse, la police a continué son bombardement à la surprise des badauds. La traque aux manifestant(e)s s'est prolongée jusque tard dans la nuit. La répression a été digne des forces policières sous toutes latitudes: cassage de gueule, violence gratuite, matraquages, verrouillage des quartiers, avec un côté systématique et remarquablement organisé (ils et elles ont attendu que les rues se vident pour commencer à encercler les rues et se défouler sur des jeunes hors d'état de nuire).

Cette journée a un côté stimulant par le nombre que nous avons réussi à être dans les rues à refuser la dérive totalitaire dans lequel s'enfoncent l'État français. L'enjeu actuel est de continuer à s'organiser, à dénoncer les mensonges savamment distillés via les médias, à maintenir des liens solidaires, avec pour but d'organiser la résistance sociale et de conquérir de nouvelles libertés. Elle a aussi hélas un côté sinistre par l'aspect répressif gratuit qui s'est mis en place après la manif.

Nicolas, Isabelle, Stéphane, Sam.

Union régionale Bretagne

ça fera pas revenir Pouget...

Henri Krasucki est mort la semaine dernière. Louanges tous azimuts syndicaux, politiques et divers. Nous n'en rajouterons pas; comme le chantait Brassens: « Les morts sont tous des braves types. » Pourtant dans l'appareil de direction de la CGT, Krasucki a été autre chose qu'un béni-oui-oui de la « courroie de transmission ». On peut discuter de l'efficacité de ses efforts pour l'indépendance de la CGT vis-à-vis du PC. Mais l'ancien de Belleville connaissait les différents courants du mouvement ouvrier et les respectait. Certes lors de nos brèves discussions au kiosque à journaux près de la rue de Meaux, où il habitait, Henri Krasucki réaffirmait sa foi dans le marxisme-léninisme, mais « fallait s'unir dans le syndicalisme! » Fallait-il pour autant coller à la CES (Confédération européenne des syndicats), à ce syndicalisme à la nouvelle sauce européenne? Ça c'était une autre histoire...

Loulou Barbésois

Le Combat syndicaliste

Bi-mensuel de la confédération nationale du travail

EN FÊTE

À la Parole errante, 9, rue François-Debergue, 93 100 Montreuil. (Métro Croix-de-Chavaux).
Participation aux frais: 7 euros la journée ou 10 euros pour tout le week-end.

Samedi 1^{er} février

10h30: Ouverture des portes.

11 heures: Projection: *Les dockers de Liverpool* de Ken Loach.

12 heures: Projection: *Don't clean up the blood*. Film sur le contre-sommet de Gênes.

13h00: Buffet et musique, avec Riton la Manivelle.

14 heures: Projection du film « Danger-Travail » suivi d'un débat avec Yves Pagès (auteur de *Petites natures mortes au travail*) et Jean-Pierre Levaray (auteur de *Putain d'Usine.*)

16 heures: Débat: Quel syndicalisme aujourd'hui contre la précarité.

17 heures: Débat: La criminalisation du mouvement social.

19 heures: Débat: Journalistes précaires. Presse sommaire. Avec des journalistes de *France Soir* et de *L'Humanité*.

20h30: Soirée rock avec Brixton Cats (Punk-Rock), Ya Basta (ska) et Brigada Flores Magón (Punk-Rock).

Dimanche 2 février

10h30: Ouverture des portes.

11 heures: Projection de Martin Nadaud, un film de Pierre Saunier et de Gabriel, Sylvain, Amédée et autres migrants de la Creuse, film de Catherine Varoqui et Jacques Malnou. Projection suivie d'un débat avec le SUB: Quelle évolution du bâtiment et du syndicalisme dans le bâtiment depuis Martin Nadaud?

13 heures: Buffet et chorale La Canaille.

13 heures: Débat: Impérialismes et résistances. Avec le Secrétariat international de la CNT.

15 heures: Représentation théâtrale avec la Compagnie Jolie Môme. *La Crosse en l'air*, de Jacques Prévert.

16 heures: Intervention publique de la CNT.

17 heures: Chansons libertaires, avec Serge Utgé-Royo.

18 heures: Fred Alpi (Rock).

19 heures: La Réplik (Java-Punk-Ska de Bordeaux).

Nombreuses tables de presse. Expositions sur la Commune de Paris, *Le Combat Syndicaliste*.

Face au Medef, osons lutter, osons vaincre!



TOUS À MONTREUIL LE PREMIER WEEK-END DE FÉVRIER!